

UER

ET SES ACTIVITÉS EUROVISION ET EURORADIO

STATUTS
DE L'UNION
EUROPÉENNE
DE RADIO-
TÉLÉVISION

Juin 2013

EBU

OPERATING EUROVISION AND EURORADIO

STATUTES
OF THE
EUROPEAN
BROADCASTING
UNION

June 2013

TABLE DES MATIÈRES

FORME, OBJET ET SIÈGE	3
MOYENS D'ACTION	4
MEMBRES	5
Critères déterminant le statut de Membre actif	6
Obligations des Membres actifs	7
Membres de l'Eurovision	7
Accès contractuel à l'Eurovision ou à l'Euroradio	8
Membres de l'Euroradio	8
Membres associés	9
Groupements de Membres	9
Admission et composition	9
Engagements et responsabilités	10
Modification et dissolution d'un groupement de Membres	11
Inaccessibilité des avantages liés au statut de Membre actif ou associé	11
Procédure d'admission	11
PARTICIPANTS AGRÉÉS	12
DÉMISSION, PERTE D'AFFILIATION, SANCTIONS ET EXCLUSION	13
Démission	13
Perte d'affiliation	13
Sanctions et exclusion	14
Décisions de l'Assemblée générale	15
Droits et obligations sur le plan financier	15
Solutions provisoires et suspension du statut de Membre	16
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	17
Fonctions et responsabilités	17
Langues	19
CONSEIL EXÉCUTIF	19
Fonctions et responsabilités	20
Composition	22
Procédures de travail	23
Groupes consultatifs (Comité d'audit et Comité du personnel)	24
Groupes d'experts (Groupe des statuts et Groupe Finances)	25
Conseil des opérations	27

TABLE OF CONTENTS

LEGAL BASIS, PURPOSES AND SEAT	3
MEANS OF ACTION	4
MEMBERSHIP	5
Active membership criteria	6
Active membership obligations	7
Eurovision membership	7
Contractual access to Eurovision or Euroradio	8
Euroradio membership	8
Associate membership	9
Group membership	9
Admission and composition	9
Commitments and responsibilities	10
Modification and dissolution of group membership	11
No franchising of active or associate membership	11
Admission procedure	11
APPROVED PARTICIPANTS	12
RESIGNATION, CESSATION OF MEMBERSHIP, SANCTIONS AND EXPULSION	13
Resignation	13
Cessation of membership	13
Sanctions and expulsion	14
Decisions by the General Assembly	15
Financial entitlements and obligations	15
Interim solutions, suspension of membership	16
GENERAL ASSEMBLY	17
Tasks and responsibilities	17
Languages	19
EXECUTIVE BOARD	19
Tasks and responsibilities	20
Composition	22
Working procedures	23
Advisory bodies (Audit Committee and Personnel Committee)	24
Expert groups (Statutes Group and Finance Group)	25
Operations Council	27

PRÉSIDENT ET VICE-PRÉSIDENT	27
SESSIONS ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET RÉUNIONS DU CONSEIL EXECUTIF	28
ORDRE DU JOUR DES SESSIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DES RÉUNIONS DU CONSEIL EXECUTIF	29
PROCÉDURE DE TRAVAIL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF	29
DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF	30
REPRÉSENTATION EXTÉRIEURE DE L'UER	31
AUTRES ORGANES AU SEIN DE L'UER	31
Assemblées	31
Comités	32
ÉLECTIONS, VOTES ET ÉLIGIBILITÉ	33
SERVICES PERMANENTS	33
FINANCES DE L'UER	34
Activités Opérations	34
Procédures et responsabilités	35
Arriérés de paiement et engagements	35
Code des finances	35
RÉGIME FINANCIER ET COMPTABLE	36
Ressources	36
SESSIONS EXTRAORDINAIRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (MODIFICATION DES STATUTS OU DISSOLUTION DE L'UER)	37
TEXTE FAISANT FOI	37
DISPOSITION FINALE	38
Index analytique des statuts de l'UER	39

PRESIDENT AND VICE-PRESIDENT	27
ORDINARY AND EXTRAORDINARY SESSIONS OF THE GENERAL ASSEMBLY AND MEETINGS OF THE EXECUTIVE BOARD	28
AGENDA FOR SESSIONS OF THE GENERAL ASSEMBLY AND MEETINGS OF THE EXECUTIVE BOARD	29
WORKING PROCEDURE OF THE GENERAL ASSEMBLY AND THE EXECUTIVE BOARD	29
DECISIONS OF THE GENERAL ASSEMBLY AND EXECUTIVE BOARD	30
EXTERNAL REPRESENTATION OF THE EBU	31
OTHER BODIES WITHIN THE EBU	31
Assemblies	31
Committees	32
ELECTIONS, VOTING AND ELIGIBILITY	33
PERMANENT SERVICES	33
EBU FINANCES	34
Operations activities	34
Procedures and responsibilities	35
Debts and obligations	35
Code of Finance	35
FINANCE AND ACCOUNTING	36
Sources of income	36
EXTRAORDINARY SESSIONS OF THE GENERAL ASSEMBLY (MODIFICATION OF THE STATUTES OR DISSOLUTION OF THE EBU)	37
AUTHENTIC TEXT	37
FINAL PROVISION	38
Subject Index	39

STATUTS DE L'UNION EUROPÉENNE DE RADIO-TÉLÉVISION Juin 2013

ARTICLE PREMIER

FORME, OBJET ET SIÈGE

- 1.1. L'Union Européenne de Radio-Télévision (ci-après désignée l'«UER») est une association d'organismes de radiodiffusion régie par le droit suisse et par les présents statuts.
- 1.2. L'UER a pour objet de contribuer dans le domaine de la radiodiffusion:
 - 1.2.1. à la promotion et au développement du concept des médias de service public (à savoir la radio, la télévision et autres médias électroniques) et de leurs valeurs, en particulier l'universalité, l'indépendance, l'excellence, la diversité, l'obligation de rendre compte et l'innovation, telles que visées dans la Déclaration de l'UER relative aux valeurs fondamentales des médias de service public;
 - 1.2.2. à la sauvegarde et au progrès de la liberté d'expression et d'information qui constitue l'un des principaux fondements d'une société démocratique et une condition essentielle de son progrès et de l'épanouissement de chaque individu;
 - 1.2.3. au renforcement de la liberté et du pluralisme des médias, de la libre circulation des informations et des idées et de la libre formation des opinions;
 - 1.2.4. à l'utilisation et au développement des technologies de l'information et de la communication comme moyens de promouvoir, au-delà des frontières, le droit de s'exprimer et de rechercher, recevoir et diffuser les informations et les idées quelle que soit leur source;
 - 1.2.5. au progrès de la diversité culturelle, du dialogue et des échanges interculturels dans le but de promouvoir la tolérance et la solidarité;
 - 1.2.6. à la protection et la promotion du patrimoine culturel de l'Europe et au soutien de ses créations audiovisuelles par l'offre d'un choix accru de programmes et de services;

STATUTES OF THE EUROPEAN BROADCASTING UNION June 2013

ARTICLE 1

LEGAL BASIS, PURPOSES AND SEAT

- 1.1. The European Broadcasting Union (EBU) is an association of broadcasting organisations which is governed by Swiss law and by these Statutes.
- 1.2. The purposes of the EBU are to contribute, in the field of broadcasting, to:
 - 1.2.1. promoting and developing the concept of public service media (i.e. radio, television and other electronic media) and their values, in particular, of universality, independence, excellence, diversity, accountability and innovation, as referred to in the EBU Declaration on the Core Values of Public Service Media;
 - 1.2.2. safeguarding and improving freedom of expression and information, which is one of the essential foundations of a democratic society and one of the fundamental conditions for its progress and for the development of every individual;
 - 1.2.3. enhancing the freedom and pluralism of the media, the free flow of information and ideas, and the free formation of opinions;
 - 1.2.4. employing and developing information and communication technology as a means to further the right, regardless of frontiers, to express, seek, receive and impart information and ideas, whatever their source;
 - 1.2.5. developing cultural diversity, intercultural dialogue and exchanges in order to promote tolerance and solidarity;
 - 1.2.6. protecting and promoting Europe's cultural heritage and the development of its audiovisual creation by offering an increasing choice of programmes and services;

- 1.2.7. au renforcement de l'identité des peuples, de la cohésion sociale et de l'intégration de tous les individus, groupes et communautés;
- 1.2.8. à la satisfaction des attentes du public dans le domaine de l'information, de l'éducation, de la culture et du divertissement par la production et la diffusion d'un choix diversifié de programmes de haute qualité.
- 1.3. L'association possède la personnalité juridique.
- 1.4. L'association est sans but lucratif. Elle peut mener des activités à caractère commercial pour atteindre ses objectifs d'intérêt général énumérés à l'article 1.2 ci-dessus.
- 1.5. La durée de l'association est illimitée.
- 1.6. Le siège social de l'association est fixé à Genève, en Suisse.

ARTICLE 2

MOYENS D'ACTION

- 2.1. Dans la poursuite de ses objectifs d'intérêt général énumérés à l'article 1.2 ci-dessus, l'UER peut notamment exercer les activités suivantes:
- 2.1.1. assister ses Membres actifs et associés dans le domaine des programmes et dans les domaines juridique, technique et autres, plus particulièrement soutenir ses Membres actifs dans leur mission qui consiste à servir du mieux possible les intérêts du public en général;
- 2.1.2. représenter et défendre les intérêts de ses Membres actifs et, si possible, de ses Membres associés, dans tous les domaines et par tous les moyens appropriés;
- 2.1.3. agir comme interlocuteur professionnel des institutions européennes et des organisations internationales et, le cas échéant, contribuer à rédiger des instruments juridiques et à élaborer des normes et des standards, en vue de sauvegarder et servir les intérêts de ses Membres, en particulier ses Membres actifs;
- 2.1.4. établir et maintenir des relations avec d'autres associations d'organismes de radiodiffusion et d'autres organisations ou instances;

- 1.2.7. reinforcing the identity of the peoples, social cohesion and the integration of all individuals, groups and communities;
- 1.2.8. fulfilling the public's expectations in the information, educational, cultural and entertainment fields through the production and dissemination of a diversified range of high-quality programmes.
- 1.3. The association has legal personality.
- 1.4. The association is a not-for-profit entity. To attain the public interest purposes set out under Article 1.2 above, the association may pursue activities of a commercial nature.
- 1.5. The association is of unlimited duration.
- 1.6. The seat of the association is in Geneva, Switzerland.

ARTICLE 2

MEANS OF ACTION

- 2.1. To attain the public interest purposes set out under Article 1.2 above, the EBU may conduct the following activities in particular:
- 2.1.1. assisting its Active and Associate Members in the programme, legal, technical and other fields and, in particular, supporting its Active Members in their mission to serve the interests of the general public in the best possible manner;
- 2.1.2. representing and defending the interests of its Active Members and, where possible, its Associate Members, in every domain and by any appropriate means;
- 2.1.3. acting as professional interlocutor with European institutions and international organisations and, where appropriate, contributing to the drafting of legal instruments and the establishment of standards and norms, with a view to safeguarding and furthering the interests of its Members, in particular its Active Members;
- 2.1.4. establishing and maintaining relations with other associations of broadcasting organisations and with other organisations or bodies;

- 2.1.5. recueillir, traiter et distribuer des informations et des données se rattachant à ses buts et ses activités;
- 2.1.6. favoriser le développement de la radio, de la télévision et des nouveaux médias sous toutes leurs formes;
- 2.1.7. offrir ses bons offices pour faire assurer par tous ses Membres actifs le respect des dispositions des accords internationaux dans les secteurs qui relèvent de ses domaines d'activités;
- 2.1.8. fournir des services de nature opérationnelle à tous les Membres actifs ou à certains d'entre eux, selon les besoins, et, le cas échéant, à des tiers;
- 2.1.9. coordonner et soutenir les échanges de programmes de radio et de télévision entre ses Membres actifs, en particulier dans le cadre de l'Eurovision et de l'Euroradio, et promouvoir des coproductions et toute autre forme de coopération parmi ses Membres et avec les autres organismes de radiodiffusion ou leurs groupements;
- 2.1.10. maintenir et exploiter un réseau pour les transmissions multilatérales et unilatérales;
- 2.1.11. assister ses Membres actifs lors des négociations de toutes sortes et négocier sur demande pour leur compte;
- 2.1.12. accorder aux organismes de radiodiffusion non-Membres et à d'autres tiers l'accès contractuel aux services de l'UER.
- 2.2. La solidarité est le principe qui guide l'UER dans toutes ses activités, ainsi que dans les relations entre ses Membres actifs et associés.
- 2.3. L'UER est habilitée à prendre toutes les mesures et à entreprendre toutes les actions juridiques qui contribuent à, ou qui favorisent la réalisation de tout aspect de ses objectifs, y compris la création de filiales, en Suisse ou à l'étranger.

ARTICLE 3

MEMBRES

- 3.1. Il existe deux catégories de Membres de l'UER:
- les Membres actifs;
 - les Membres associés.

- 2.1.5. collecting, processing and distributing information and data related to its purposes and activities;
- 2.1.6. promoting the development of radio, television and new media in all their forms;
- 2.1.7. providing its good offices for ensuring that all its Active Members respect the provisions of international agreements in areas falling within its sphere of activity;
- 2.1.8. providing operational services to all or some Active Members, as required, and, where appropriate, to third parties;
- 2.1.9. coordinating and supporting television and radio programme exchanges among its Active Members, in particular in the framework of Eurovision and Euroradio, and promoting co-productions and any other form of cooperation among its Members and with other broadcasting organisations or groups of such organisations;
- 2.1.10. maintaining and operating a network for multilateral and unilateral transmissions;
- 2.1.11. assisting its Active Members in negotiations of all kinds and, when asked, negotiating on their behalf;
- 2.1.12. granting non-Member broadcasters and other third parties contractual access to EBU services.
- 2.2. Solidarity is the precept which shall guide the EBU in all its activities and in relations among Active and Associate Members.
- 2.3. The EBU is entitled to take all steps and legal acts which contribute to or are conducive to the achievement of any aspect of its purposes, including the establishment of subsidiaries, in Switzerland or abroad.

ARTICLE 3

MEMBERSHIP

- 3.1. There are two categories of EBU Members:
- Active Members
 - Associate Members.

Critères déterminant le statut de Membre actif

- 3.2. Les critères combinés déterminant le statut de Membre actif tels qu'énoncés dans le présent article se rapportent à un organisme de radiodiffusion remplissant une mission de service public. Cette mission doit être définie par la loi, une charte ou un instrument juridique similaire.
- 3.3. Peuvent être Membres actifs de l'UER les organismes de radiodiffusion ou des groupements de tels organismes d'un pays membre de l'Union internationale des télécommunications (UIT) situé dans la zone européenne de radiodiffusion, telle que définie dans le Règlement des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications, ou d'un pays membre du Conseil de l'Europe, situé en dehors de la zone européenne de radiodiffusion.
- 3.4. De surcroît, ces organismes ou ces groupements doivent assurer dans leur pays, avec l'autorisation des autorités compétentes, un service de radiodiffusion d'importance et de caractère nationaux.
- 3.5. Ces organismes ou groupements doivent également remplir les conditions suivantes:
- 3.5.1. ils ont l'obligation d'assurer une programmation diversifiée et équilibrée, destinée à toutes les couches de la population, incluant des programmes répondant aux intérêts particuliers/minoritaires des différentes catégories du public;
- 3.5.2. ils produisent et/ou font produire à leurs propres frais et sous leur propre contrôle éditorial une partie substantielle des émissions;
- 3.5.3. la presque totalité des foyers nationaux sont en mesure de recevoir la totalité de leur principal service de programmes de radio et/ou de télévision avec une qualité technique satisfaisante;
- 3.5.4. ils ne sont pas liés à une agence de droits sportifs dont l'activité est d'acquérir des droits de télévision européens, en concurrence avec l'UER;
- 3.5.5. ils peuvent démontrer qu'ils sont en mesure de remplir les obligations applicables aux Membres actifs en vertu de l'article 3.7.

Active membership criteria

- 3.2. The combined criteria for active membership as set out in the present Article refer to a broadcasting organisation fulfilling a public service remit. This remit must be laid down in a Law, a Charter or a similar legal instrument.
- 3.3. Active membership of the EBU is open to broadcasting organisations or groups of such organisations from a member country of the International Telecommunication Union (ITU) situated in the European Broadcasting Area as defined by the Radio Regulations annexed to the International Telecommunication Convention, or a member country of the Council of Europe which is situated outside the European Broadcasting Area.
- 3.4. Furthermore, such organisations or groups must provide in their country, with the authorisation of the competent authorities, a broadcasting service of national character and importance.
- 3.5. Such organisations or groups shall also fulfil the following conditions:
- 3.5.1. they are under an obligation to provide varied and balanced programming for all sections of the population, including programmes catering for special/minority interests of various sections of the public;
- 3.5.2. they produce and/or commission at their own cost and under their own editorial control a substantial proportion of the programmes;
- 3.5.3. virtually all of the national households are in a position to receive the entirety of their major radio and/or television programme service with satisfactory technical quality;
- 3.5.4. they are not linked to a sports rights agency which engages in the acquisition of European television rights in competition with the EBU;
- 3.5.5. they can demonstrate their ability to fulfil the obligations of active membership laid down in Article 3.7.

- 3.6. Les détails des conditions d'adhésion énumérées dans le présent article figurent dans la Réglementation contraignante relative aux critères détaillés d'affiliation adoptée par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil exécutif, conformément à l'article 6.2.11.

Obligations des Membres actifs

- 3.7. Le statut de Membre actif comporte les obligations suivantes en particulier:
- 3.7.1. promouvoir les objectifs de l'UER tels que définis à l'article 1.2;
- 3.7.2. contribuer activement aux échanges de programmes de radio, de télévision et de nouveaux médias, ainsi qu'aux autres activités de l'UER;
- 3.7.3. respecter un esprit de solidarité et de bonne foi envers l'Union, ses activités et les autres Membres actifs et, en particulier, se conformer aux statuts et règles de l'UER ainsi que, en ce qui concerne les Membres intéressés, aux engagements contractuels pris par l'UER en leur nom;
- 3.7.4. s'abstenir de souscrire à, et faire tout effort raisonnable pour empêcher, toute déclaration ou initiative qui pourrait porter préjudice aux médias de service public ou être incompatible avec l'objet de l'UER;
- 3.7.5. fournir, dans un délai raisonnable, tout document ou autre information que l'UER pourra objectivement juger nécessaire afin de déterminer la conformité avec les obligations liées au statut de Membre actif de l'UER.

Membres de l'Eurovision

- 3.8. L'«Eurovision» est un système d'échange de programmes de télévision organisé et coordonné par l'UER, qui est utilisé pour l'échange de sujets d'actualité, sportifs et autres entre les Membres actifs et fondé sur l'engagement des Membres actifs possédant un service de télévision et participant de façon régulière aux échanges Eurovision, de s'offrir mutuellement, à charge de réciprocité, leur couverture de l'actualité et des affaires courantes, du sport ainsi que d'autres événements importants se déroulant sur leur territoire national, dans la mesure où ils peuvent intéresser les autres Membres actifs de l'Eurovision, permettant ainsi d'assurer mutuellement un service de haute qualité dans ces domaines à leurs audiences nationales respectives.

- 3.6. Details of the membership criteria listed above in the present Article are laid down in the binding Regulation on Detailed Membership Criteria adopted by the General Assembly, following a proposal by the Executive Board, in accordance with Article 6.2.11.

Active membership obligations

- 3.7. Active membership carries the following obligations in particular:
- 3.7.1. to further the purposes of the EBU as set out in Article 1.2;
- 3.7.2. to contribute actively to radio, television and new media programme exchanges and other EBU activities;
- 3.7.3. to abide by a spirit of solidarity and good faith towards the Union, its activities, other Active Members and, in particular, to conform to the Statutes and rules of the EBU and, as regards the Members concerned, to contractual obligations which the EBU has undertaken on their behalf;
- 3.7.4. to abstain from subscribing to, and make reasonable efforts to prevent, any declaration or initiative which might be prejudicial to public service media or incompatible with the purposes of the EBU;
- 3.7.5. to provide upon reasonable notice any documentation or other information as may objectively be deemed necessary by the EBU to establish conformity with the EBU active membership obligations.

Eurovision membership

- 3.8. "Eurovision" is a television programme exchange system organised and coordinated by the EBU, which is used for the exchange of news, sports and other items among Active Members, based on the understanding that Active Members with a television service which participate on a regular basis in the Eurovision exchanges offer to the other Active Members, on a basis of reciprocity, their news coverage as well as current affairs, sports, and other important events taking place in their countries and of potential interest to other Active Members, thereby enabling each other to provide a high-quality service in these fields to their respective national audiences.

- 3.9. Sont dénommés «Membres de l'Eurovision»
- les Membres actifs, pour ce qui concerne leurs services de programmes de télévision nationaux, régionaux ou locaux,
 - les Membres actifs ou les consortiums constitués exclusivement de Membres actifs, pour ce qui concerne leurs services de télévision transnationaux, si ceux-ci sont acceptés en cette qualité par le Conseil exécutif,

qui participent régulièrement au système d'échange Eurovision de l'UER, en conformité avec les règles applicables, arrêtées par le Conseil exécutif.

- 3.10. Le Conseil exécutif veille de façon continue à ce que la participation à l'acquisition conjointe et au partage des droits sportifs dans le cadre de l'Eurovision, que ce soit à titre individuel ou par le biais d'un consortium, demeure strictement limitée à ceux des organismes qui, à titre individuel ou en tant que groupement d'organismes de radiodiffusion régionaux, remplissent entièrement les conditions pour être Membre actif, fixées aux articles 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5 ci-dessus, tel que spécifié dans la Réglementation conformément à l'article 3.6 ci-dessus. L'article 5.3 (clause des droits acquis) ne s'applique pas à cet effet.
- 3.11. Afin de garantir l'équité dans le processus d'offres portant sur les droits sportifs, le Conseil exécutif se réserve le droit d'intervenir si un Membre de l'Eurovision établit un lien avec une agence de droits sportifs, dont l'activité est d'acquérir des droits sportifs européens, en concurrence avec l'UER. Dans un tel cas, le Conseil exécutif est habilité à prendre les mesures nécessaires, y compris traiter l'organisme Membre comme non-Membre en ce qui concerne la participation à l'acquisition conjointe de droits sportifs dans le cadre de l'Eurovision.

Accès contractuel à l'Eurovision ou à l'Euroradio

- 3.12. Les Membres associés, les Participants agréés ainsi que les non-Membres de l'UER peuvent bénéficier d'un accès à l'Eurovision ou à l'Euroradio en vertu de conditions contractuelles appropriées que le Conseil exécutif réexaminera tous les ans.

Membres de l'Euroradio

- 3.13. L'«Euroradio» est un système d'échange de programmes de radio organisé par l'UER. Il repose sur l'engagement des Membres participants («Membres de l'Euroradio») à se proposer mutuellement et régulièrement, à charge de réciprocité, leur couverture de manifestations musicales et

- 3.9. "Eurovision Members" are
- Active Members, with regard to their national, regional or local television programme services,
 - Active Members or consortia consisting exclusively of Active Members, with regard to their transnational television programme services, if admitted in that capacity by the Executive Board,

which participate on a regular basis in the EBU's Eurovision exchange system, in conformity with the applicable rules laid down by the Executive Board.

- 3.10. The Executive Board shall ensure at all times that participation in the joint acquisition and sharing of sports rights in the framework of Eurovision, whether on an individual basis or via a consortium, remains strictly limited to those organisations which, individually or as a group of regional broadcasting organisations, fully comply with the conditions for active membership laid down in Articles 3.2, 3.3, 3.4 and 3.5 above, as specified in the Regulation in accordance with Article 3.6 above. Article 5.3 (acquired rights clause) shall not apply for this purpose.

- 3.11. To ensure fairness in the sports rights bidding process, the Executive Board shall retain the right to intervene if a Eurovision Member establishes a link with a sports rights agency which engages in the acquisition of European sports rights, in competition with the EBU. In such a case, the Executive Board shall be entitled to take any necessary steps, including treating the Member organisation as a non-Member with respect to participation in the joint acquisition of sports rights within the framework of Eurovision.

Contractual access to Eurovision or Euroradio

- 3.12. Associate Members, Approved Participants and non-Members of the EBU may be granted access to Eurovision or Euroradio on appropriate contractual conditions which shall be subject to annual review by the Executive Board.

Euroradio membership

- 3.13. "Euroradio" is a radio programme exchange system organised by the EBU and based on the participating Members' ("Euroradio Members") undertaking to offer each other regularly, and on a basis of reciprocity, their coverage of musical and other events taking place in their countries

autres qui ont lieu dans leurs pays respectifs et susceptibles d'intéresser d'autres Membres de l'Euroradio. L'Euroradio couvre les programmes coordonnés par l'UER et les offres individuelles de programmes des Membres.

Les règles qui régissent l'Euroradio sont fixées par le Conseil exécutif et les articles 3.10 et 3.11 ci-dessus s'appliquent *mutatis mutandis*, le cas échéant.

Membres associés

- 3.14. Peuvent être Membres associés de l'UER les organismes de radiodiffusion ou groupements d'organismes de radiodiffusion d'un pays membre de l'UIT situé hors de la zone européenne de radiodiffusion, qui assurent un service de radio et/ou de télévision ayant un rôle majeur dans la radiodiffusion nationale et dont l'adhésion paraît utile à l'UER, en tenant compte des objectifs et des moyens d'action de l'UER. C'est l'Assemblée générale qui statue sur le critère d'utilité, à son entière discrétion, suite à une recommandation d'admission ou d'exclusion formulée par le Conseil exécutif.
- 3.14.1. Le Conseil exécutif vérifie régulièrement si les Membres associés remplissent toujours les conditions d'appartenance prévues par les statuts.
- 3.14.2. Outre l'aide mentionnée aux articles 2.1.1 et 2.1.2 ci-dessus, les Membres associés peuvent assister à la session d'été de l'Assemblée générale et aux Assemblées des secteurs de la radio, de la télévision, des affaires juridiques et publiques, ainsi que le secteur technique, et également recevoir la documentation s'y rapportant.

Groupements de Membres

Admission et composition

- 3.15. Un groupement d'organismes de radiodiffusion d'un même pays qui assurent, soit conjointement un service national de programmes, soit, dans les pays comportant plusieurs zones linguistiques, un service de programmes distinct pour chacune de ces zones, peut être admis comme un seul Membre actif s'il s'agit d'une association de droit ou de fait de tels organismes de radiodiffusion et pour autant que ceux-ci remplissent individuellement ou collectivement les conditions d'adhésion précisées aux articles 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 3.6 ci-dessus.

and of potential interest to other Euroradio Members. Euroradio covers both programmes coordinated by the EBU and Members' own individual programme offers.

The rules governing Euroradio are laid down by the Executive Board and Articles 3.10 and 3.11 above shall apply *mutatis mutandis*, where applicable.

Associate membership

- 3.14. Associate membership of the EBU is open to broadcasting organisations or groups of broadcasting organisations from an ITU member country situated outside the European Broadcasting Area which provide a radio and/or television service with a major role in national broadcasting and whose membership is deemed useful for the Union, taking into account the purposes and means of action of the EBU. Usefulness is decided upon by the General Assembly at its sole discretion, following a recommendation by the Executive Board regarding either admission or expulsion.
- 3.14.1. The Executive Board shall keep under regular review Associate Members' continuing compliance with these conditions.
- 3.14.2. In addition to the assistance referred to in Articles 2.1.1 and 2.1.2 above, Associate Members may attend, and receive documentation relating to the Summer session of the General Assembly, as well as the Assemblies in the Radio, Television, Legal and Public Affairs, and Technical sectors.

Group membership

Admission and composition

- 3.15. A group of broadcasting organisations from the same country which provide either a joint national programme service or, in countries with two or more linguistic areas, a separate programme service for each such area, may be admitted as a single Active Member if it is a *de jure* or *de facto* association of such organisations, and provided that, individually or collectively, they comply with the membership conditions laid down in Articles 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 and 3.6 above.

En outre, ou au lieu de cela, les groupements peuvent également se composer d'organismes de radiodiffusion du même pays, qui remplissent individuellement les conditions d'admission, ainsi que de groupements qui, en tant que tels, remplissent les conditions pour être Membres à titre individuel.

3.16. De plus, un groupement peut inclure:

- un organisme qui exploite à titre principal des moyens techniques d'émissions ou de transmissions à titre permanent pour le compte des organismes de radiodiffusion qui constituent le groupement et en liaison institutionnelle avec eux;
- des organismes de radiodiffusion qui fournissent des services de programmes spécialisés en coordination avec les services des autres membres du groupement et en complément de ceux-ci.

3.17. De même, les Membres actifs individuels peuvent constituer un groupement avec les organismes énumérés à l'article 3.16 ci-dessus.

Engagements et responsabilités

3.18. Chaque groupement informera l'UER des domaines d'activités de l'Union qui sont de sa propre compétence aux termes des statuts du groupement, ainsi que des secteurs qui relèvent exclusivement de la responsabilité individuelle ou collective de ses membres.

Toute décision de l'UER ou tout engagement unilatéral de la part d'un groupement vis-à-vis de l'UER concernant le groupement comme tel est contraignante pour le groupement lui-même. Si le groupement n'a pas de personnalité juridique, les membres du groupement sont conjointement et individuellement responsables, vis-à-vis de l'UER, du respect des obligations du groupement. Il en va de même dans le cas d'un groupement doté d'une personnalité juridique, qui ne remplit pas ses obligations après avertissement écrit resté sans effet, ou en cas de dissolution d'un groupement.

Toutefois (en particulier dans le cas de l'Eurovision et de l'Euroradio), si un ou plusieurs membres individuels d'un groupement ont expressément pris un engagement direct vis-à-vis de l'UER, ou s'il est avéré qu'ils ont fait l'objet d'une décision de l'UER, seuls le ou les membres concernés en portent la responsabilité.

In addition, or instead, groups may also be composed of broadcasting organisations from the same country which individually qualify for EBU membership, as well as of groups which as such qualify for individual membership.

3.16. A group may furthermore include:

- an organisation whose main function is the operation of technical broadcasting or transmission facilities on a permanent basis on behalf of, and in institutional liaison with, the broadcasting organisations forming the group;
- broadcasting organisations which provide specialised programme services in coordination with, and complementary to, the other group members' services.

3.17. Individual Active Members may likewise constitute a group together with organisations listed under Article 3.16 above.

Commitments and responsibilities

3.18. Each group shall inform the EBU of the areas of the Union which, under the group's statutes, fall within its own competence and those areas which are the exclusive individual or collective responsibility of its members.

Any EBU decision or unilateral commitment by a group vis-à-vis the EBU concerning the group as such shall be binding on the group itself. Where the group has no legal personality, the group members shall, jointly and severally, be liable vis-à-vis the EBU for the group's obligations. The same applies where a group with legal personality fails, after a fruitless written warning, to fulfil its obligations or where a group is dissolved.

However, in cases (particularly Eurovision and Euroradio) where one or more individual group members have expressly made a direct commitment vis-à-vis the EBU, or are specified as the subject of an EBU decision, only the member(s) in question are liable therefor.

Dans tous les autres cas, le Conseil exécutif peut fixer des règles contraignantes déterminant la responsabilité des différents membres d'un groupement.

Modification et dissolution d'un groupement de Membres

- 3.19. Un organisme qui cesse d'appartenir à un groupement peut ensuite être admis comme Membre à titre individuel, conformément à l'article 3.21 ci-après, s'il remplit les conditions fixées aux articles 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 3.6 ci-dessus.

Si un groupement est dissous par une décision commune, ceux de ses membres qualifiés pour une adhésion individuelle deviennent automatiquement Membres actifs à titre individuel s'ils en expriment l'intention, sous réserve d'une décision du Conseil exécutif lors de sa prochaine réunion conformément à l'article 5.1. Il en va de même si un groupement, indépendamment de sa volonté, ne remplit plus les conditions requises pour une appartenance comme Membre actif, après qu'un ou plusieurs de ses membres l'ont quitté.

Inaccessibilité des avantages liés au statut de Membre actif ou associé

- 3.20. Aucun organisme Membre n'est habilité à céder tout ou partie des avantages que confère le statut de Membre à un autre organisme de radiodiffusion, même lorsqu'il le contrôle financièrement ou qu'il existe des accords de sous-traitance, de franchisage ou autres entre les deux organismes. Cependant, cela ne l'empêche pas d'accorder un accès contractuel à l'Eurovision à un non-Membre dans son pays, conformément aux règles de l'UER en vigueur et à condition que les émissions d'un tel non-Membre ne soient pas destinées à un autre pays.

Procédure d'admission

- 3.21. L'Assemblée générale admet un candidat comme Membre actif sur recommandation du Conseil exécutif, si elle décide à la majorité absolue que ce candidat remplit toutes les conditions pour être Membre actif.

Les dispositions du paragraphe précédant s'appliquent également à toute proposition de changement dans la composition d'un groupement de Membres.

- 3.22. Les candidats au statut de Membre associé sont admis, sur proposition du Conseil exécutif, par un vote de l'Assemblée générale à la majorité des trois quarts au moins des voix exprimées, les bulletins de vote blancs ou nuls étant pris en compte.

The Executive Board may lay down binding rules on the liability of individual group members in all other cases.

Modification and dissolution of group membership

- 3.19. An organisation which ceases to be part of a group may thereafter be admitted to individual membership, in accordance with Article 3.21 below, if it meets the conditions laid down in Articles 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 and 3.6 above.

Where a group is dissolved by common decision, those of its members which would qualify for individual membership shall automatically become individual Active Members if they express an intention to that effect, subject to a decision under Article 5.2 by the Executive Board at its next meeting. The same shall apply where a group involuntarily loses its qualification for active membership owing to one or more of its members having left the group.

No franchising of active or associate membership

- 3.20. A Member organisation is not entitled to grant membership benefits to another broadcasting organisation, even where it controls it economically or where there is a sublicence, franchise or similar relationship between the two. However, this does not prevent it from granting to a non-Member in its country contractual access to Eurovision, in accordance with the applicable EBU rules and on condition that such a non-Member's broadcasts are not aimed at another country.

Admission procedure

- 3.21. The General Assembly shall admit an applicant for active membership if, after a recommendation from the Executive Board, it decides by an absolute majority that the candidate fulfils all the conditions for active membership.

The preceding paragraph also applies in the case of any proposed change to the composition of a group Member.

- 3.22. Applicants for associate membership are admitted, upon proposal by the Executive Board, by the General Assembly by a majority of at least three-quarters of the votes that are cast, including blank or invalid voting slips.

- 3.23. Un organisme dont la candidature au statut de Membre actif n'a pas abouti a la possibilité d'avoir recours à l'arbitrage. Un tel arbitrage se fera conformément au Règlement suisse d'arbitrage international des Chambres de commerce suisses en vigueur à la date à laquelle la procédure d'arbitrage est notifiée selon ce règlement. Le nombre d'arbitres sera de un ou trois. La procédure d'arbitrage se déroulera, à Genève, en Suisse, en anglais ou en français, comme convenu entre les parties. En cas de désaccord, c'est l'arbitre ou le tribunal arbitral qui statuera.

Un exemplaire de toute décision d'arbitrage prise en vertu du présent article sera fourni, à la demande du radiodiffuseur candidat, à la Commission européenne de Bruxelles.

Ce qui précède s'applique également, par analogie, lorsqu'un non-Membre dont la candidature n'a pas été retenue remet en question l'avis du Conseil exécutif selon lequel un Membre donné du même pays est habilité à participer à l'acquisition conjointe et au partage des droits sportifs, conformément aux articles 3.8, 3.9, 3.10 et 3.11 ci-dessus.

ARTICLE 4

PARTICIPANTS AGRÉÉS

- 4.1. Les organismes d'un pays membre de l'UIT qui exercent une activité dans le domaine de la radiodiffusion et qui, pour quelque raison que ce soit, ne remplissent pas les conditions pour être Membres, mais dont la participation à certaines activités de l'UER est considérée comme utile pour l'Union, peuvent être admis comme Participants agréés. Le statut de Participant agréé est attribué ou retiré par décision du Conseil exécutif après consultation des Comités concernés et au vu d'une proposition du Groupe des statuts. Dans cette décision, il est mentionné le ou les domaines auxquels le candidat est admis. Les Comités concernés spécifient les réunions et les activités précises auxquelles le Participant agréé peut participer.
- 4.2. Le statut de Participant agréé est attribué pour une durée maximum de cinq ans, renouvelable sur réexamen. De surcroît, il sera possible de vérifier à tout moment si l'organisme en question remplit toujours les conditions fixées.

- 3.23. An organisation whose application for active membership has not been successful shall have the possibility of recourse to arbitration. Such arbitration shall be in accordance with the Swiss Rules of International Arbitration of the Swiss Chambers' Arbitration Institution in force on the date on which the notice of arbitration is submitted in accordance with those Rules. The number of arbitrators shall be either one or three. The seat of the arbitration shall be Geneva, Switzerland, and the arbitral proceedings shall be conducted in English or French as agreed between the parties. In the event of disagreement, the arbitrator or arbitral tribunal shall decide.

A copy of any arbitration decision pursuant to this Article shall be furnished, at the candidate broadcaster's request, to the European Commission in Brussels.

The foregoing shall also apply, *mutatis mutandis*, where a non-Member whose application for membership was not successful questions the Executive Board's assessment that a given Member from the same country is entitled to participation in the joint acquisition and sharing of sports rights, in accordance with Articles 3.8, 3.9, 3.10 and 3.11 above.

ARTICLE 4

APPROVED PARTICIPANTS

- 4.1. Organisations from an ITU member country which have an activity in the field of broadcasting and for any reason do not qualify for membership, but whose participation in certain EBU activities is considered useful for the Union, may be admitted as Approved Participants. The status of Approved Participant is granted or withdrawn by decision of the Executive Board after consultation with the Committee or Committees concerned and in the light of a proposal by the Statutes Group. The decision shall mention the area or areas to which the candidate is admitted. The Committee or Committees concerned shall specify the precise meetings or activities in which the Approved Participant may participate.
- 4.2. Admission shall be for a maximum of five years, with the possibility of renewal upon review. In addition, a review of the organisation's continued compliance with these conditions may be undertaken at any time.

ARTICLE 5**DÉMISSION, PERTE D’AFFILIATION, SANCTIONS ET EXCLUSION****Démission**

- 5.1. Tout Membre actif, Membre associé ou Participant agréé peut quitter l’UER après en avoir avisé le Président par lettre recommandée adressée au siège social.

Dans le cas où la lettre de démission ne parvient pas au siège social six mois avant l’expiration de l’exercice en cours, le Membre actif démissionnaire doit payer, pour l’exercice suivant, une somme équivalant à la moitié de ses dernières cotisations et contributions annuelles ou toute somme d’un montant inférieur fixée par l’Assemblée générale.

Indépendamment des sommes dues pour les travaux exceptionnels engagés sur sa demande pendant l’exercice en cours, le Membre associé ou Participant agréé démissionnaire doit payer la totalité de sa participation pour l’exercice au cours duquel il a démissionné.

Perte d’affiliation

- 5.2. Tout Membre actif qui ne remplit plus les conditions prévues aux articles 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 3.6 cesse de faire partie de l’UER par décision du Conseil exécutif sous réserve d’une décision de ratification par la prochaine session de l’Assemblée générale.
- 5.3. Ce principe ne s’applique toutefois pas aux Membres qui, le 1er mars 1988, ne remplissaient pas toutes les conditions spécifiées à l’article 3§2 (entré en vigueur ce même jour). En ce qui concerne de tels Membres, les conditions d’admission comme Membres spécifiées dans la version précédente de l’article 3 continuent d’être applicables.
- 5.4. Deux mois, au moins, avant la réunion du Conseil exécutif, le Membre concerné est informé, par lettre recommandée du Président, des motifs d’un éventuel retrait d’affiliation ainsi que de la date à laquelle se réunira le Conseil exécutif pour en débattre.

Le Membre concerné a la possibilité, dans les 15 jours, d’adresser au Président toutes réponses ou observations qu’il estime utiles.

ARTICLE 5**RESIGNATION, CESSATION OF MEMBERSHIP, SANCTIONS AND EXPULSION****Resignation**

- 5.1. Any Active Member, Associate Member or Approved Participant may resign from the EBU after giving notice of its decision by registered letter addressed to the President at the seat of the EBU.

Should the letter of resignation not reach the seat of the EBU six months before the expiration of the current financial year, a resigning Active Member shall pay in respect of the following financial year a sum equal to one-half of its last annual membership fee and contributions, or such lesser sum as the General Assembly may determine.

Independently of the amounts due in respect of services provided at its request during the current financial year, a resigning Associate Member or Approved Participant shall pay the whole of its subscription for the financial year in the course of which it resigned.

Cessation of membership

- 5.2. Any Active Member no longer fulfilling the conditions described in Articles 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 and 3.6 shall cease to be a Member of the EBU by decision of the Executive Board, subject to a ratifying decision by the following session of the General Assembly.
- 5.3. However, this principle shall not apply to Members which on 1 March 1988 did not meet all the requirements laid down in Article 3§2 (as entered into force that day). For such Members, the membership conditions laid down in the previous version of Article 3 continue to be applicable.
- 5.4. At least two months before the relevant meeting of the Executive Board the Member concerned shall be informed by the President by registered letter of the reasons for possible cessation of membership, as well as the date when the Executive Board will be meeting to discuss the matter.

The Member concerned shall have the possibility, within two weeks, of sending the President any response or other observations which it considers useful.

S'il en exprime le souhait, le Membre concerné est entendu par le Conseil exécutif à l'occasion de la séance où doit être débattu son éventuel retrait d'affiliation.

Si un membre du Conseil exécutif fait partie du Membre de l'UER concerné, le vote portant sur l'éventuel retrait d'affiliation de son organisme se déroule hors de sa présence.

- 5.5. Dans l'hypothèse où le Conseil exécutif décide de se prononcer en faveur d'un retrait d'affiliation, il précise si le Membre concerné est, ou non, suspendu de toute participation aux activités et réunions de l'UER, dans l'attente de la session de l'Assemblée générale qui sera appelée à ratifier cette décision.

La décision du Conseil exécutif est portée à la connaissance du Membre concerné par lettre recommandée. Cette lettre précise la date à laquelle l'Assemblée générale sera invitée à ratifier l'éventuelle décision de retrait d'affiliation. Elle précise également si - dans l'intervalle - l'affiliation du Membre concerné est, ou non, suspendue.

Sanctions et exclusion

- 5.6. Tout Membre qui ne respecterait pas les dispositions des présents statuts, ou qui ne satisferait pas à ses obligations financières, ou qui refuserait d'exécuter une décision du Conseil exécutif ou de l'Assemblée générale, est passible d'éventuelles sanctions prononcées par le Conseil exécutif (articles 7.2.18 et 17.10 et Code des finances); il risque, en outre, d'être exclu de l'UER par décision de l'Assemblée générale, sur recommandation du Conseil exécutif.

Les sanctions prises par le Conseil exécutif sont proportionnelles à la gravité de l'acte ou du comportement répréhensible, et aux effets préjudiciables ainsi causés à d'autres Membres de l'UER ou à l'UER dans son ensemble.

- 5.7. Avant d'engager une procédure de sanction ou au cours d'une telle procédure, le Conseil exécutif a la faculté de proposer au Membre concerné toute formule transactionnelle permettant de mettre fin au litige. Une telle proposition sera assortie d'un délai au terme duquel - faute d'acceptation - la procédure pourra être engagée ou reprendre.

Avant de prononcer une sanction, le Conseil exécutif donne connaissance par écrit au Membre concerné des griefs retenus contre lui et l'invite à faire connaître ses observations et réponses sous un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours. Le Conseil exécutif peut - en outre - inviter le Membre à s'expliquer devant lui.

If it announces that it so wishes, the Member concerned shall be able to address the Executive Board during the session at which the possible cessation of its membership is under discussion.

A member of the Executive Board who belongs to the Member in question shall not be present during the vote on possible cessation of its membership.

- 5.5. If the Executive Board decides in favour of cessation of membership, it shall specify whether or not the Member concerned has been suspended from participation in the EBU's activities and meetings, pending the session at which the General Assembly will be required to ratify the decision.

The decision by the Executive Board shall be notified to the Member concerned by registered letter. The letter shall state the date on which the General Assembly will be invited to ratify the possible decision regarding cessation of membership. The letter shall also specify whether or not, in the meantime, membership has been suspended.

Sanctions and expulsion

- 5.6. Any Member failing to respect the provisions of these Statutes or to meet its financial obligations, or refusing to carry out a decision of the Executive Board or General Assembly, shall be subject to possible sanctions by the Executive Board (as laid down in Articles 7.2.18 and 17.10 and in the Code of Finance), and may, furthermore, be expelled from the EBU by decision of the General Assembly, following a recommendation by the Executive Board.

Sanctions taken by the Executive Board shall be commensurate with the seriousness of the infringing act or behaviour and the negative consequences thereof for other Members or for the EBU as a whole.

- 5.7. Before beginning a sanction procedure or during such a procedure, the Executive Board may propose to the Member concerned any compromise formula that will permit the dispute to be ended. Any such proposal shall set a deadline which, if not met, shall result in the procedure being begun or resumed.

Before deciding on a sanction, the Executive Board shall inform the Member in writing of the act or behaviour at issue and shall invite the Member to submit its observations and replies within a deadline which shall be at least two weeks. The Executive Board may, moreover, invite the Member to appear before the Executive Board to explain itself.

- 5.8. Les sanctions sont notifiées au Membre concerné par lettre recommandée précisant la nature de l'acte ou du comportement répréhensible et la ou les sanction(s) concrète(s) prise(s) par le Conseil exécutif; la lettre précisera également que le Membre a la possibilité de déposer un recours contre la sanction infligée, dans un délai de quatre semaines suivant la réception de la notification, par lettre adressée au Président de l'UER, accompagnée de ses observations et commentaires, la décision finale appartenant au Conseil exécutif pour les questions relevant de sa compétence.

Sauf s'il en est autrement et expressément décidé par le Conseil exécutif, les sanctions prennent immédiatement effet et un recours n'a pas d'effet suspensif.

Lorsqu'il est saisi d'un recours et avant de statuer définitivement, le Conseil exécutif prend connaissance des observations et commentaires du Membre concerné et lui donne la possibilité de s'expliquer verbalement en séance. Si un membre du Conseil exécutif fait partie du Membre de l'UER concerné, le vote concernant sa situation se déroule hors de sa présence.

Les sanctions prises par le Conseil exécutif sont sans préjudice de la possibilité d'exclure le Membre concerné de l'UER.

Décisions de l'Assemblée générale

- 5.9. Toute décision de retrait d'affiliation ou d'exclusion est acquise uniquement si les Membres qui détiennent ensemble les trois quarts au moins de la totalité des voix de l'UER sont présents ou représentés à la session de l'Assemblée générale et si elle est prise à la majorité des trois quarts au moins des voix exprimées, bulletins de vote blancs ou nuls compris. Lors de l'établissement du quorum et de la majorité requise, ne seront pas décomptés le Membre concerné et/ou les voix dont il dispose. Le vote portant sur son éventuelle exclusion se déroule hors de la présence de ses représentants.
- 5.10. L'Assemblée générale peut éventuellement prononcer l'exclusion, sous réserve de l'octroi d'un délai pendant lequel le Membre en cause peut se mettre en règle. Au terme de ce délai, le Conseil exécutif examine si le Membre intéressé a régularisé sa situation. Dans la négative, il constate que le Membre est exclu.

Droits et obligations sur le plan financier

- 5.11. Les Membres actifs qui démissionnent de l'UER ainsi que leurs ayants droit éventuels ne sont plus habilités à prendre part aux activités de

- 5.8. Sanctions shall be communicated to the Member in a registered letter which specifies the infringing act or behaviour and the concrete sanction or sanctions decided upon by the Executive Board, and which indicates that the Member has the possibility of appeal, within four weeks of receipt, by registered letter addressed to the President of the EBU containing the Member's observations and comments, for final decision thereon by the Executive Board on those matters within its competence.

Unless otherwise expressly decided upon by the Executive Board, sanctions shall take immediate effect, and an appeal shall not have suspensive effect.

When it receives an appeal, the Executive Board shall, before taking a final decision, note the observations and comments of the Member concerned and shall give it the opportunity to state its case orally in session. A member of the Executive Board who belongs to the Member in question shall not be present when the vote on its case takes place.

Any sanctions taken by the Executive Board shall be without prejudice to the possibility of expulsion.

Decisions by the General Assembly

- 5.9. Any vote during a session of the General Assembly on cessation of membership or expulsion requires that Members holding together at least three-quarters of the totality of EBU votes should be present or represented. The decision shall furthermore require a majority of at least three-quarters of the votes that are cast, including blank or invalid voting slips. For the purposes of establishing a quorum and determining the majority required, the Member concerned and/or the votes at its disposal shall not be included. The Member concerned shall not be present during the vote.
- 5.10. The General Assembly may pronounce expulsion subject to allowing the Member concerned a period in which to regularise its position. At the end of this period, the Executive Board shall consider whether the Member in question has regularised its position and, if not, shall confirm the expulsion of the Member.

Financial entitlements and obligations

- 5.11. Active Members which resign from the EBU and any successors to their rights cease, as from the expiration of the last full financial year for

l'UER et perdent tout droit sur l'actif de l'Union, à partir de l'expiration du dernier exercice entier pour lequel ils ont payé leur cotisation.

- 5.12. Tout Membre qui cesse de faire partie de l'UER sur décision du Conseil exécutif est redevable de sa cotisation, de sa participation et/ou de ses contributions jusqu'au moment où la cessation de son appartenance à l'UER est devenue définitive. A partir de ce moment, il n'est plus habilité à prendre part aux activités de l'UER et il perd tout droit sur l'actif de l'Union.

Tout Membre qui a été exclu conformément au présent article est, sous réserve d'un recours introduit dans les quinze jours devant le Conseil exécutif, redevable de sa cotisation, de sa participation et/ou de ses contributions pour l'exercice entier au cours duquel son exclusion est devenue définitive. A partir de celle-ci, il n'est plus habilité à prendre part aux activités de l'UER et il perd tout droit sur l'actif de l'Union.

Solutions provisoires et suspension du statut de Membre

- 5.13. Dans les cas dans lesquels, en raison de circonstances exceptionnelles, un Membre actif ou associé
- est en cours de transformation ou traverse une période d'instabilité ou
 - a été ou est en train d'être remplacé, en tout ou partie, par une autre entité ou
 - semble ne plus remplir les conditions d'affiliation,

le Conseil exécutif est habilité, à son entière discrétion, à adopter une solution provisoire permettant la continuité ou la suspension du statut de Membre. En cas de suspension du statut de Membre, le Membre concerné n'est pas autorisé, dans les conditions prévues, à voter lors des réunions de l'UER et l'obligation qui lui est faite de s'acquitter de sa cotisation ou de sa participation est suspendue. Toute offre de services intervenant pendant cette suspension est négociée contractuellement aux conditions du marché.

La session suivante de l'Assemblée générale doit être informée de l'adoption d'une telle solution provisoire, dont la validité prend alors fin. Toutefois, l'Assemblée générale peut décider de prolonger ladite solution provisoire aussi longtemps qu'elle le juge approprié.

which they have paid their membership fees, to be entitled to take part in EBU activities and to have any rights in the assets of the EBU.

- 5.12. Any organisation ceasing to be a Member of the EBU by decision of the Executive Board shall be liable for its membership fee, subscription and/or contributions until the time when the cessation of its membership of the EBU has become final. From this time onwards it is no longer entitled to take part in EBU activities and has no rights in the assets of the EBU.

Any Member which has been expelled under the present Article shall be liable, subject to an appeal to the Executive Board within two weeks, for its membership fee, subscription and/or contributions for the full financial year in which its expulsion takes effect. As from the time of such expulsion, it is no longer entitled to take part in EBU activities and has no rights in the assets of the EBU.

Interim solutions, suspension of membership

- 5.13. In cases where, due to exceptional circumstances, an Active or Associate Member
- is in the process of transformation or is otherwise in a state of flux or
 - is being or has been fully or partly replaced by another entity or
 - appears no longer to fulfil the membership conditions,

the Executive Board may, at its sole discretion, grant an interim solution allowing continuity or suspension of membership. In cases of suspended membership, the Member, on specified conditions, shall not be entitled to vote at EBU meetings, and the obligation to pay its membership fee or subscription shall be suspended. Any provision of services shall be on an arm's length contractual basis for the duration of the suspension.

Any such interim solution shall be notified to the next session of the General Assembly and shall be valid only until that session. However the General Assembly may decide to extend the interim solution for such period as it deems appropriate.

ARTICLE 6**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

- 6.1. L'Assemblée générale est l'organe suprême de l'UER. Elle possède la plénitude des droits nécessaires à l'accomplissement des objectifs de l'Union.

Elle détient un pouvoir inaliénable de supervision globale sur tous les autres organes de l'UER.

Elle définit, de sa propre initiative ou sur proposition du Conseil exécutif, la stratégie de l'Union, ou ses modifications, dans tous les domaines relevant de l'objet social de l'Union.

Fonctions et responsabilités

- 6.2. Les questions suivantes sont abordées lors des sessions appropriées de l'Assemblée générale:
- 6.2.1. l'approbation des procès-verbaux de la session précédente;
 - 6.2.2. l'examen et l'approbation des rapports des activités du Conseil exécutif (y compris du Comité d'audit, du Comité du personnel et du Groupe des statuts) et du Directeur général;
 - 6.2.3. l'examen et l'approbation des comptes de l'exercice écoulé, tels que recommandés par le Conseil exécutif, ainsi que la décharge à donner au Conseil exécutif en fonction pendant l'année en question pour les actions ou décisions prises par le Conseil exécutif et rapportées à l'Assemblée générale;
 - 6.2.4. la décision relative au traitement du résultat pour l'exercice financier écoulé, tel que recommandé par le Conseil exécutif;
 - 6.2.5. l'approbation de la modification des auditeurs externes pour l'exercice financier suivant selon une éventuelle recommandation du Conseil exécutif;
 - 6.2.6. l'approbation du budget pour l'exercice suivant;
 - 6.2.7. si les circonstances l'exigent, la modification du nombre d'unités de cotisation et autres unités financières applicables aux Membres actifs, ainsi que de la valeur de l'unité de cotisation;

ARTICLE 6**GENERAL ASSEMBLY**

- 6.1. The General Assembly is the supreme body of the EBU and possesses all the powers necessary to accomplish the Union's purposes.

It holds the inalienable power regarding overall supervision of all other EBU bodies.

It defines, at its own initiative or on the proposal of the Executive Board, the Union's strategy, or modification thereof, in all domains arising from the Union's activity.

Tasks and responsibilities

- 6.2. The following matters shall be addressed at the appropriate session of the General Assembly:
- 6.2.1. approval of the minutes of the previous session;
 - 6.2.2. receiving and approving reports on the activities of the Executive Board (including the Audit Committee, the Personnel Committee and the Statutes Group) and from the Director General;
 - 6.2.3. examination and approval of the accounts for the past financial year, as recommended by the Executive Board, and discharge from responsibility of the Executive Board in office during the year in question for acts or decisions taken by the Executive Board and reported to the General Assembly;
 - 6.2.4. deciding upon the treatment of the result for the past financial year, as recommended by the Executive Board;
 - 6.2.5. approval of changes to the external auditors for the next financial year as may be recommended by the Executive Board;
 - 6.2.6. approval of the budget for the following financial year;
 - 6.2.7. should the occasion arise, fixing the number of membership units and other financial units of Active Members as well as the value of the membership unit;

- 6.2.8. la fixation de la date et du lieu de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale;
- 6.2.9. le cas échéant, le renouvellement intégral ou partiel du Conseil exécutif;
- 6.2.10. le cas échéant, l'élection du Président et/ou du Vice-président. En principe l'un d'eux doit venir de l'un des grands Membres et l'autre de l'un des Membres petits ou moyens;
- 6.2.11. le cas échéant, l'adoption ou l'amendement, à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées par les personnes présentes, des Règles internes conformément à l'article 15.4, du Code des finances conformément à l'article 17.12, ou de toute autre réglementation similaire jugée nécessaire pour l'application des présents statuts et sur recommandation du Conseil exécutif;
- 6.2.12. le cas échéant, la création d'un Comité supplémentaire par rapport à ceux prévus à l'article 14.4 ou la dissolution d'un des Comités cités dans cet article;
- 6.2.13. le cas échéant, les recommandations du Conseil exécutif en matière d'admission, de suspension ou d'exclusion de Membres actifs ou associés, et les demandes de ratification de décisions et de recommandations;
- 6.2.14. le cas échéant, une décision sur le renvoi d'un membre du Conseil exécutif ou d'un autre organe de l'UER, pour de justes motifs;
- 6.2.15. le cas échéant, à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées par les personnes présentes, la création d'une filiale, ou la cession par l'UER de parts de capital détenues dans une société, sur proposition du Conseil exécutif;
- 6.2.16. tout recours qu'un Membre actif ou associé aurait introduit contre une décision du Conseil exécutif ou de l'Assemblée générale;
- 6.2.17. toute autre question dont l'inscription à l'ordre du jour aurait été décidée par le Conseil exécutif ou demandée conformément aux dispositions de l'article 10.2.

- 6.2.8. fixing the date and place of the next ordinary session of the General Assembly;
- 6.2.9. should the occasion arise, the full or partial renewal of the Executive Board;
- 6.2.10. should the occasion arise, the election of the President and/or the Vice-President. In principle, one of them should be from a large Member and the other from a small or medium-sized Member;
- 6.2.11. should the occasion arise, adoption or amendment, by a majority of at least two-thirds of the votes that are cast by those present, of the Bye-Laws in accordance with Article 15.4, of the Code of Finance in accordance with Article 17.12, or of any other such regulation as may be deemed necessary for the implementation of the Statutes and upon recommendation by the Executive Board;
- 6.2.12. should the occasion arise, the establishment of a Committee additional to those provided for under Article 14.4 or the dissolution of any of the Committees mentioned therein;
- 6.2.13. should the occasion arise, recommendations from the Executive Board in respect of the admission, suspension or expulsion of Active or Associate Members and requests for ratification of decisions and recommendations;
- 6.2.14. should the occasion arise, a decision on the dismissal for good cause of a member of the Executive Board or any other body of the EBU;
- 6.2.15. should the occasion arise, the establishment, by a majority of at least two-thirds of the votes cast by those present, of a subsidiary or the transfer by the EBU of share capital held in a company, upon proposal by the Executive Board;
- 6.2.16. any appeal that an Active or Associate Member may have lodged against an Executive Board or General Assembly decision;
- 6.2.17. any other item which may have been placed on the agenda by decision of the Executive Board or on a proposal in accordance with the provisions of Article 10.2.

6.3. Chaque Membre actif ou associé peut se faire représenter aux sessions de l'Assemblée générale par une délégation de son choix, ou il peut remettre ses pouvoirs à la délégation d'un autre Membre. Le Président peut limiter l'importance numérique de la délégation que chaque Membre peut envoyer à l'Assemblée générale.

6.4. L'Assemblée générale se réunit deux fois par an en session ordinaire. La session d'été est ouverte à tous les Membres, sauf si le Président décide que certaines parties de l'Assemblée doivent se tenir en séance restreinte, réservée uniquement aux Membres actifs. La participation à la session d'hiver est limitée aux Membres actifs. Le Président peut inviter des experts extérieurs ou des observateurs à participer à tous les débats des sessions ordinaires de l'Assemblée générale ou à une partie de ceux-ci.

6.5. L'Assemblée générale peut, en outre, se réunir en session extraordinaire dans les cas, et suivant la procédure, prévus à l'article 19. La participation est limitée aux Membres actifs.

Langues

6.6. L'Assemblée générale choisit les langues officielles parmi lesquelles figurent en tout état de cause le français et l'anglais.

6.7. L'Assemblée générale fixe les langues de travail des réunions de l'UER.

6.8. On entend par langues officielles celles qui peuvent être utilisées au cours des débats et dans lesquelles doivent être rédigés tous les documents et publications de l'UER. On entend par langues de travail celles qui peuvent être utilisées au cours des débats.

ARTICLE 7

CONSEIL EXÉCUTIF

7.1. Le Conseil exécutif est élu par l'Assemblée générale pour assumer, sous le contrôle suprême de l'Assemblée, la responsabilité de la mise en œuvre, soit par lui-même soit par les organes compétents de l'UER et/ou les Services permanents, de la politique de l'Union dans tous les domaines. Les fonctions particulières du Conseil exécutif sont exposées dans l'article 7.2.

6.3. Each Active or Associate Member may be represented at the sessions of the General Assembly by a delegation of its own choice, or it may depute its powers to the delegation of another Member. The President may limit the size of the delegation that each Member can send to the General Assembly.

6.4. The General Assembly meets twice a year in ordinary session. The Summer session is open to all Members, except where the President decides that certain parts should be held in restricted session confined to Active Members only. Participation in the Winter session is limited to Active Members. The President may invite outside experts or observers to participate in all or part of the proceedings of ordinary sessions of the General Assembly.

6.5. The General Assembly may in addition meet in extraordinary session in accordance with the procedure provided for in Article 19. Participation is limited to Active Members.

Languages

6.6. The General Assembly chooses the official languages, which shall in any event include French and English.

6.7. The General Assembly determines the working languages for the meetings of the EBU.

6.8. Official languages are those which may be used in discussion and in which all the documents and publications of the EBU are to be written. Working languages are those which may be used in discussion.

ARTICLE 7

EXECUTIVE BOARD

7.1. The Executive Board is elected by the General Assembly to assume, under the Assembly's supreme control, responsibility for the implementation, either itself or by the competent EBU bodies and/or the Permanent Services, of the Union's policy in all areas. The particular functions of the Executive Board are set out in Article 7.2.

Fonctions et responsabilités

- 7.2. Le Conseil exécutif:
- 7.2.1. recommande à l'Assemblée générale la stratégie de l'Union et ses modifications dans tous les domaines relevant de l'objet social;
- 7.2.2. fonctionne comme actionnaire des filiales de l'UER;
- 7.2.3. soumet à l'Assemblée générale des propositions d'admission de Membres actifs et associés et de retraits d'affiliation et des propositions d'exclusion de Membres actifs et associés et vérifie régulièrement si les Membres associés remplissent toujours les conditions d'appartenance prévues par les statuts;
- 7.2.4. décide de l'admission des Participants agréés et du renouvellement de leur statut de Participant agréé, conformément à l'article 4;
- 7.2.5. décide des questions d'organisation conformément aux articles 14.4 et 16.2, fait des recommandations à l'Assemblée générale sur l'organisation des Comités conformément à l'article 14.4, examine et recommande à l'Assemblée générale la création, si besoin est, de Comités pour compléter ceux prévus à l'article 14.4 et, s'il y a lieu, leur dissolution;
- 7.2.6. fait des propositions à l'Assemblée générale quant à l'adoption ou à l'amendement, selon les cas, d'une Réglementation sur les critères d'admission conformément à l'article 3.6, de Règles internes conformément à l'article 15.4 et d'un Code des finances conformément à l'article 17.12;
- 7.2.7. statue sur les propositions qui lui sont soumises pour approbation par l'un de ses groupes consultatifs ou groupes d'experts, par un Comité, l'Assemblée des affaires juridiques et publiques, par un groupe d'étude ou par le Directeur général;
- 7.2.8. soumet à l'Assemblée générale, sur proposition du Directeur général, le plan budgétaire et stratégique pour les cinq années suivantes et élabore, dans le cadre du plan quinquennal approuvé, les budgets détaillés pour l'exercice financier suivant;

Tasks and responsibilities

- 7.2. The Executive Board:
- 7.2.1. recommends to the General Assembly the strategy for the Union and any modifications thereto in all domains arising from its activity;
- 7.2.2. acts as the shareholder of EBU subsidiaries;
- 7.2.3. submits to the General Assembly proposals for the admission of Active and Associate Members and cessation of membership and proposals for the expulsion of Active and Associate Members, and keep under review Associate Members' continuing compliance with the membership conditions;
- 7.2.4. decides on the admission and renewal of Approved Participants in accordance with Article 4;
- 7.2.5. decides on organisational matters in accordance with Articles 14.4 and 16.2, recommends to the General Assembly the organisation of Committees in accordance with Article 14.4, considers and recommends to the General Assembly the establishment, when necessary, of Committees additional to those provided for under Article 14.4 and, when appropriate, their dissolution;
- 7.2.6. makes proposals to the General Assembly for adoption or amendment, as the case may be, of a Regulation on membership criteria in accordance with Article 3.6, Bye-Laws in accordance with Article 15.4 and a Code of Finance in accordance with Article 17.12;
- 7.2.7. decides on proposals submitted to it for approval by one of its advisory bodies, expert groups, a Committee, the Legal and Public Affairs Assembly, a study group or the Director General;
- 7.2.8. submits to the General Assembly, following a proposal by the Director General, the budgetary and strategic plan for the following five years and establishes, within the framework of the approved five-year plan, the detailed budgets for the following financial year;

- 7.2.9. fait établir et vérifier les comptes de l'exercice financier écoulé, conformément à l'article 18.3;
- 7.2.10. recommande à l'Assemblée générale le nombre d'unités de cotisation et autres unités financières des Membres actifs, ainsi que la valeur de l'unité de cotisation pour l'année suivante, et arrête le montant des participations des Membres associés et des Participants agréés;
- 7.2.11. examine les rapports sollicités auprès de ses groupes consultatifs (article 7.9 ci-après) et groupes d'experts (article 7.11 ci-après) et ceux du Directeur général, et supervise les activités des Comités;
- 7.2.12. crée des groupes d'étude, si besoin est, et approuve leurs rapports;
- 7.2.13. approuve le système salarial de l'UER, les principes fondamentaux de la politique du personnel et les propositions d'augmentations de salaires et de bonus annuels, tels que présentés par le Directeur général;
- 7.2.14. nomme le Directeur général, sur proposition du Président, pour une période n'excédant pas six ans, renouvelable par périodes n'excédant pas six ans et, au besoin, le renvoie au cours d'une telle période;
- 7.2.15. approuve la nomination par le Directeur général et, au besoin, le renvoi par celui-ci des Directeurs et des cadres supérieurs directement rattachés au Directeur général, étant entendu que ce dernier aura pris les décisions pertinentes après avoir consulté le Comité du personnel et que le Président du Comité concerné aura été pleinement associé à cette procédure de décision;
- 7.2.16. approuve le salaire initial et toutes autres rémunérations accessoires, ainsi que les augmentations de salaire annuelles du Directeur général et, sur proposition de celui-ci, des Directeurs et des cadres supérieurs directement rattachés au Directeur général;
- 7.2.17. évalue chaque année les résultats du Directeur général en vérifiant systématiquement si les objectifs à réaliser dans l'année ont été atteints;

- 7.2.9. arranges for the drawing up and auditing of the accounts of the last financial year in accordance with Article 18.3;
- 7.2.10. recommends to the General Assembly the number of membership units and other financial units of Active Members, as well as the value of the membership unit for the following year, and determines the amount of the subscriptions of Associate Members and of Approved Participants;
- 7.2.11. considers the reports requested from its advisory bodies (Article 7.9 below) and expert groups (Article 7.11 below) and of the Director General, and supervises the activities of the Committees;
- 7.2.12. sets up study groups, where necessary, and approves their reports;
- 7.2.13. approves the EBU salary scheme, basic principles of staffing policy and annual settlement proposals, as submitted by the Director General;
- 7.2.14. appoints the Director General, following a proposal from the President, for a term of office not exceeding six years, renewable for terms not exceeding six years, and, should the need arise, dismisses him or her in the course of a term of office;
- 7.2.15. approves the appointment and, should the need arise, the dismissal by the Director General of the Directors and of the senior staff reporting direct to the Director General, the latter's decision having been taken after consultation of the Personnel Committee and with full involvement of the relevant Committee Chairman in the decision-making process;
- 7.2.16. approves the initial salaries and any additional allowances, as well as increases in salary, of the Director General and, at the latter's proposal, of the Directors and the senior staff reporting direct to the Director General;
- 7.2.17. evaluates annually the performance of the Director General, systematically checking the achievement of the annual objectives;

7.2.18. prononce, conformément aux articles 5.6, 5.7 et 5.8, des sanctions pouvant prendre une ou plusieurs des formes suivantes:

- notification officielle de l'acte ou du comportement répréhensible, accompagnée d'un avertissement officiel;
- sommation officielle de mettre fin au comportement répréhensible et/ou de le rectifier dans le respect d'un certain délai précisé par le Président;
- exigence officielle de réparer les conséquences de l'acte répréhensible, dans le respect d'un délai spécifié;
- suspension, pendant trois ans au maximum, de la participation à des activités ou réunions, y compris celles de l'Eurovision et/ou de l'Euroradio, autres que les sessions de l'Assemblée générale, ainsi que du droit de présenter un candidat à l'élection ou à la réélection à tout organe de gouvernance, groupe ou Comité de l'UER.

Les conditions d'application des présentes dispositions sont arrêtées dans les Règles internes; les présentes dispositions sont sans préjudice de l'article 17.10, qui est une *lex specialis*;

7.2.19. décide des pouvoirs de signature pour tous les actes juridiques engageant l'UER;

7.2.20. en cas d'urgence, peut s'engager contractuellement sur des points d'importance stratégique sans l'approbation préalable de l'Assemblée générale, conformément à l'article 7.6. L'Assemblée générale recevra à la prochaine session ordinaire un rapport détaillé et motivé de tous actes et décisions pris en vertu de la présente disposition.

Composition

7.2.21. Le Conseil exécutif se compose de 11 personnes physiques, chacune d'entre elles devant appartenir à un organisme Membre actif. Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du Conseil agissent dans le seul intérêt de l'UER. Ils exercent leur fonction à titre personnel. Sa composition devra être équilibrée de façon à comprendre des personnes provenant des principaux contributeurs de l'Union et de divers autres Membres, illustrant la diversité géographique et culturelle.

7.2.18. takes, in accordance with Articles 5.6, 5.7 and 5.8, sanctions, which may consist of one or more of the following:

- an official notification of the infringing act or behaviour, accompanied by a formal warning;
- a formal requirement that the infringing behaviour be discontinued and/or rectified within a deadline laid down by the President;
- a formal requirement that the consequences of the infringing act be removed within a specified deadline;
- a suspension, for no longer than three years, with respect to participation in specified meetings or activities, including Eurovision and/or Euroradio, other than sessions of the General Assembly, and with respect to the entitlement to offer a candidate for election or re-election to any EBU governance body or Group or Committee.

The conditions for applying the present provisions are laid down in the Bye-Laws; the present provisions are without prejudice to Article 17.10, which is a *lex specialis*;

7.2.19. decides on the powers of signature for all legal acts binding the EBU;

7.2.20. in case of urgency, may enter into contractual obligations of strategic importance without the prior approval of the General Assembly, in accordance with Article 7.6. The General Assembly shall receive a detailed report, with justification, at the next ordinary session of any acts or decisions taken pursuant to this provision.

Composition

7.2.21. The Executive Board consists of 11 named individuals, each of whom must be from an Active Member. In performing their duties, the Board members shall act in the sole interests of the EBU. They exercise their mandate on an ad personam basis. The composition of the Board shall be balanced so as to include persons from the main contributors to the Union and also from a range of other Members, reflecting geographical and cultural diversity.

7.2.22. Le détail de la procédure relative à l'élection du Conseil exécutif par l'Assemblée générale figure dans la Première partie des Règles internes.

Procédures de travail

- 7.3. Les membres du Conseil exécutif ne peuvent pas se faire représenter ou assister, sauf en cas de décision spéciale du Président conformément à l'article 7.4 ci-après.
- 7.4. Le Président peut inviter à participer avec voix consultative à tout ou partie d'une réunion du Conseil exécutif les Présidents des Comités, les Présidents des groupes, des membres du personnel des Services permanents de l'UER, ainsi que des conseillers spéciaux ou des experts.
- 7.4.1. Les Présidents des Comités sont informés au préalable et habilités à participer au débat sur des questions importantes d'ordre stratégique touchant leur secteur. En outre, le Président invite à participer les Présidents des Comités pertinents lorsque des points spécifiques de l'ordre du jour concernent particulièrement leur Comité.
- 7.4.2. Le Directeur général de l'UER, accompagné du collaborateur de l'UER qui assure le secrétariat du Conseil exécutif, participe avec voix consultative aux réunions sauf si le Conseil exécutif décide, sur proposition de son Président ou d'au moins trois de ses membres, de se réunir à huis clos.
- 7.5. Le Conseil exécutif se réunit en fonction des besoins, sur convocation du Président ou à la demande de trois, au moins, de ses membres.
- 7.5.1. En cas de nécessité, les réunions du Conseil peuvent également se dérouler par vidéoconférence ou téléconférence.
- 7.5.2. Dans les cas où un quorum physique n'est pas atteint pour une réunion, ainsi qu'en cas d'urgence, les décisions peuvent être prises par n'importe quel moyen permettant de recueillir les voix des différents membres du Conseil, et que le Président juge approprié (courrier électronique, téléphone, télécopie, poste).
- 7.6. Entre les sessions ordinaires de l'Assemblée générale, le Conseil exécutif détient, sous réserve de suspension ou de modification de ses décisions par l'Assemblée générale, tous les droits et pouvoirs de l'Assemblée générale, hormis ceux:

7.2.22. The detailed procedures regarding election of the Executive Board by the General Assembly are laid down in Part I of the Bye-Laws.

Working procedures

- 7.3. Members of the Executive Board may not be represented or accompanied, except in the case of a special decision by the President under Article 7.4 below.
- 7.4. The President may invite Chairmen of Committees or of groups, staff members of the Permanent Services and special advisers or experts to participate in all or part of a meeting of the Executive Board, on a consultative basis.
- 7.4.1. The Chairmen of the Committees shall be notified in advance and entitled to participate when there are important strategic issues affecting their sector. In addition, the President invites the relevant Committee Chairmen to participate whenever individual agenda items specifically concern their Committee.
- 7.4.2. The EBU Director General, accompanied by the staff member who provides the secretariat of the Executive Board, participates in meetings on a consultative basis unless the Executive Board decides - on the proposal of its President or of at least three of its members - to meet in closed session.
- 7.5. The Executive Board meets as required, following convocation by the President or at the request of at least three of its members.
- 7.5.1. If necessary, meetings of the Board may be held via video or telephone conferencing.
- 7.5.2. In cases where a physical quorum of members cannot be attained for a meeting, as well as in cases of urgency, decisions may be taken by any means making it possible to obtain the votes of the individual Board members and which the President considers appropriate (such as by electronic mail, telephone, telefax and letter).
- 7.6. Between the ordinary sessions of the General Assembly, the Executive Board holds, subject to suspension or modification of its decisions by the General Assembly, all the rights and powers of the General Assembly except those which:

- auxquels il est fait référence à l'article 6.2 ou
- que l'Assemblée générale se réserve par une décision explicite ou
- qui ne peuvent être ni transférés, ni délégués de droit.

7.6.1. Dans ce contexte, le Conseil exécutif peut, si les circonstances l'exigent, définir la position de l'UER sur les questions majeures de réglementation, et arrêter la politique de l'UER en ce qui concerne les points d'importance stratégique.

7.7. Les pouvoirs de suspension ou de modification dont l'Assemblée générale dispose selon l'article 7.6 ne s'appliquent pas aux situations d'urgence dans lesquelles le Conseil exécutif décide qu'il est nécessaire, afin de promouvoir les moyens d'action de l'UER, de souscrire des obligations contractuelles d'importance stratégique avec des tiers. L'Assemblée générale recevra à la prochaine session ordinaire un rapport détaillé et motivé de tous actes et décisions pris en vertu de la présente disposition.

7.8. Le Conseil exécutif s'assure de l'exécution de ses propres décisions et de celles de l'Assemblée générale. Dans la semaine qui suit chaque réunion, un résumé détaillé des décisions prises à la réunion est envoyé à tous les Membres actifs. Le procès-verbal de la réunion, dûment approuvé par le Conseil exécutif, est ensuite envoyé à tous les Membres actifs.

Groupes consultatifs (Comité d'audit et Comité du personnel)

7.9. Deux groupes consultatifs rendent compte directement au Conseil exécutif:

7.9.1. Le Comité d'audit, qui:

- recommande au Conseil exécutif d'adopter les états financiers consolidés de l'UER et les rapports financiers indépendants statutaires de l'UER Genève, présentés pour approbation par l'Assemblée générale;
- vérifie l'efficacité des systèmes de contrôle interne, y compris les lettres de contrôle et les rapports des auditeurs sur l'exposition de l'organisation à des risques majeurs et la procédure de maîtrise de ces risques;
- suit les relations de l'UER avec les auditeurs externes, dont il vérifie notamment l'engagement, le périmètre et les méthodes

- are referred to in Article 6.2 or
- the General Assembly reserves to itself by an explicit decision or
- by law can be neither transferred nor delegated.

7.6.1. In this context, the Executive Board may - if circumstances so demand - define the EBU's position on major regulatory issues and determine the EBU's policy on matters of strategic importance.

7.7. The General Assembly's power of suspension or modification under Article 7.6 shall not apply where in circumstances of urgency the Executive Board considers it necessary to enter into, in furtherance of the EBU's purposes and means of action, contractual obligations of strategic importance with third parties. The General Assembly shall receive a detailed report, with justification, at the next ordinary session of any acts or decisions taken pursuant to this provision.

7.8. The Executive Board ensures that its own decisions and those of the General Assembly are carried out. Within one week following each meeting a detailed summary of decisions taken at that meeting is sent to all Active Members. Subsequently, following approval by the Executive Board, minutes of the meeting are sent to all Active Members.

Advisory bodies (Audit Committee and Personnel Committee)

7.9. Two advisory bodies report direct to the Executive Board:

7.9.1. The Audit Committee, which:

- recommends to the Executive Board adoption of the consolidated financial statements of the EBU and statutory stand-alone financial statements of EBU Geneva for approval by the General Assembly;
- reviews the effectiveness of the internal control systems, including management letters and auditors' reports on the significant risks to the organisation and the controls exercised over those risks;
- reviews the EBU's relationship with the external auditors, including their engagement, scope and approach to their

de travail, détermine les honoraires, évalue l'efficacité et l'indépendance et fixe des limites à l'engagement des auditeurs externes dans des travaux autres que le contrôle des comptes;

- détermine le périmètre d'activités du Responsable de l'audit interne et supervise son travail;
- vérifie si les Règles internes des Services permanents sont respectées, dans le cadre de la maîtrise des risques;
- exécute toute autre mission que lui confie spécifiquement le Conseil exécutif.

7.9.2. Le Comité du personnel, qui:

- fait part de ses observations sur les propositions du Directeur général relatives à la structure salariale, aux principes fondamentaux de la politique du personnel et aux accords salariaux annuels;
- émet un avis sur la proposition du Président relative à la nomination et, le cas échéant, au renvoi du Directeur général, ainsi que sur la proposition du Directeur général concernant la nomination et, le cas échéant, le renvoi des Directeurs et des cadres supérieurs directement rattachés au Directeur général;
- émet un avis sur les propositions du Président relatives aux modifications de salaire du Directeur général, ainsi que sur les propositions correspondantes du Directeur général concernant les Directeurs et les cadres supérieurs directement rattachés au Directeur général;
- exécute toute autre mission que lui confie spécifiquement le Conseil exécutif.

7.10. Le Comité d'audit et le Comité du personnel contrôlent conjointement la mise en œuvre et le respect du Code d'éthique de l'UER et présentent annuellement au Conseil exécutif un rapport décrivant l'efficacité globale du Code, ainsi que toute infraction constatée, accompagné d'une description des mesures prises pour y remédier.

Groupes d'experts (Groupe des statuts et Groupe Finances)

7.11. Deux groupes d'experts rendent compte directement au Conseil exécutif:

work, determines their fees, assesses their effectiveness and their independence, and determines limits to the engagement of the external auditors in non-audit work;

- determines the scope of the activities of the Internal Audit Manager and supervises his or her work;
- undertakes a review of compliance with internal regulations of the Permanent Services related to avoidance of risk;
- carries out any other tasks specifically requested of it by the Executive Board.

7.9.2. The Personnel Committee, which:

- comments on the Director General's proposals for the EBU salary scheme, basic principles of the staffing policy and annual settlements;
- formulates an opinion on the President's proposal for the appointment and, where appropriate, the dismissal of the Director General, and on the Director General's proposal for the appointment and, where appropriate, dismissal of the Directors and senior staff reporting direct to the Director General;
- formulates an opinion on proposals by the President for any change in salary of the Director General and on corresponding proposals by the Director General for the Directors and the senior staff reporting direct to the Director General;
- carries out any other tasks specifically requested from it by the Executive Board.

7.10. The Audit Committee and Personnel Committee jointly oversee the implementation and enforcement of the EBU Code of Ethics and report annually to the Executive Board on the Code's overall effectiveness, such a report to include any cases of breaches, together with an account of remedial action taken.

Expert groups (Statutes Group and Finance Group)

7.11. Two expert groups report direct to the Executive Board:

7.11.1. Le Groupe des statuts, qui:

- examine les demandes d'affiliation comme Membre actif et Membre associé ainsi que les demandes pour devenir Participant agréé, et propose une décision sur ces candidatures;
- formule à l'intention du Conseil exécutif des recommandations concernant les éventuelles solutions provisoires se rapportant aux problèmes d'affiliation conformément à l'article 5.13 ci-dessus;
- élabore toutes les versions révisées des statuts ainsi que des Règles internes et de toutes autres règles contraignantes à caractère statutaire;
- exécute toute autre mission que lui confie spécifiquement le Conseil exécutif.

7.11.2. Le Groupe Finances, qui:

- formule, dans le domaine de la stratégie financière, des évaluations et des recommandations à l'intention du Conseil exécutif;
- vérifie les prévisions financières;
- vérifie les budgets annuels et les plans financiers à plus long terme;
- évalue les plans d'investissements et les projets individuels d'une valeur supérieure à un million de francs suisses;
- évalue la politique de trésorerie et la gestion du cash-flow de l'UER;
- vérifie la situation concernant les débiteurs de l'Union;
- présente des propositions quant au système de cotisation des Membres;
- étudie, sur demande, toute autre question financière ne figurant ni ci-dessus ni dans la mission du Comité d'audit et formule des recommandations à l'intention du Conseil exécutif.

7.11.1. The Statutes Group, which:

- examines requests for active and associate membership and for Approved Participant status and proposes a decision thereon;
- makes recommendations to the Executive Board on possible interim solutions regarding membership issues pursuant to Article 5.13 above;
- draws up all revised versions of the Statutes as well as of the Bye-Laws and any other binding regulations of a statutory nature;
- carries out any other tasks specifically requested of it by the Executive Board.

7.11.2. The Finance Group, which:

- makes assessments and recommendations to the Executive Board with respect to financial strategy;
- reviews the financial forecasts;
- reviews annual budgets and longer-term financial plans;
- evaluates capital expenditure plans and individual projects of a value higher than one million Swiss francs;
- evaluates the EBU's treasury policy and cash-flow management;
- reviews the position regarding the Union's debtors;
- presents proposals regarding the membership fee system;
- studies any other financial matters not specified above and/or in the remit of the Audit Committee, upon request, and makes recommendations to the Executive Board.

- 7.12. Le Conseil exécutif décide du nombre de membres qui composent chacun de ses groupes consultatifs ou d'experts. Il spécifie ou étend leur mission et nomme leurs Présidents et leurs membres. Le Comité d'audit et le Comité du personnel sont exclusivement composés de membres du Conseil exécutif. Le Président du Groupe Finances peut, sur demande de l'une ou l'autre des parties, participer aux réunions du Comité d'audit à titre consultatif.

Conseil des opérations

- 7.13. Les pouvoirs liés aux activités opérationnelles de l'UER accordés au Conseil exécutif peuvent, à la discrétion de ce dernier, être délégués pour partie au Conseil des opérations sous la forme d'un document écrit prévoyant, notamment, les modalités selon lesquelles le Conseil des opérations remplira son mandat.
- 7.14. Le Conseil des opérations est composé de représentants de six Membres actifs de l'UER, désignés *ad personam* par le Conseil exécutif, d'un membre du Conseil exécutif, du Président du Comité Actualités et du Président du Comité Sports (qui auront tous le droit de vote). Le Directeur général assiste aux réunions du Conseil des opérations et le Président est autorisé à inviter des experts pour assister aux réunions, si besoin en est. Ni le Directeur général, ni ces experts ne disposent du droit de vote.
- 7.15. Le Conseil des opérations a pour mission, sous l'autorité du Conseil exécutif et sous mandat de ce dernier, de superviser notamment les activités commerciales de l'Eurovision. Il propose au Conseil exécutif le plan de stratégie du développement de l'Eurovision. Il prépare et soumet au Conseil exécutif un plan de développement encadrant la mise en œuvre de la stratégie ainsi définie. Il surveille la mise en œuvre de ses décisions et, en cas d'urgence, il peut prendre toute décision dans les limites des pouvoirs que lui a délégués le Conseil exécutif.

ARTICLE 8

PRÉSIDENT ET VICE-PRÉSIDENT

- 8.1. Les devoirs du Président sont notamment les suivants:
- 8.1.1. il préside et dirige les débats et maintient l'ordre lors des sessions de l'Assemblée générale et des réunions du Conseil exécutif;

- 7.12. The Executive Board decides upon the number of members of each of its advisory bodies and expert groups, specifies or extends their remit and appoints their Chairmen and members. The Audit and Personnel Committees shall exclusively comprise members of the Executive Board. The Chairman of the Finance Group may participate in meetings of the Audit Committee in an advisory capacity, upon request by either party.

Operations Council

- 7.13. The powers related to the operational activities of the EBU conferred upon the Executive Board may, at the Board's discretion, be delegated, in part, to the Operations Council, in the form of a written document specifying, in particular, the manner in which the Operations Council will fulfil its remit.
- 7.14. The Operations Council comprises representatives of six EBU Active Members, appointed *ad personam* by the Executive Board, one member of the Executive Board, the Chairman of the News Committee and the Chairman of the Sports Committee (all of whom shall have voting rights). The Director General shall attend meetings of the Operations Council, and the Chairman may invite experts to attend as may be deemed appropriate. The Director General and any experts do not have voting rights.
- 7.15. The task of the Operations Council, under the responsibility of, and with a mandate from, the Executive Board, is to supervise, in particular, the commercial activities of Eurovision. It proposes to the Executive Board a strategy plan for developing Eurovision. It also prepares and submits to the Executive Board a business plan covering implementation of the strategy which has been defined. It monitors the implementation of its decisions and, in urgent cases, may take any decisions within the limits of the powers delegated to it by the Executive Board.

ARTICLE 8

PRESIDENT AND VICE-PRESIDENT

- 8.1. The President's duties include the following:
- 8.1.1. chairing and directing the discussions and maintaining order at the sessions of the General Assembly and the meetings of the Executive Board;

- 8.1.2. il décide si des observations peuvent exceptionnellement être formulées dans une langue autre que les langues officielles et les langues de travail, à la condition que l'interprétation dans l'une de ces langues en soit assurée par le Membre se prévalant de cette faculté;
- 8.1.3. il juge de l'opportunité de permettre le dépôt d'un texte écrit préalablement à l'examen des propositions par l'Assemblée générale;
- 8.1.4. il statue sur les questions de confidentialité et de conflit d'intérêt qui émanent de la Déclaration des principes.
- 8.2. En cas d'absence ou d'empêchement, le Président est remplacé dans ses fonctions par le Vice-président.
- 8.3. En plus des tâches spécifiques que lui confèrent les présents statuts, le Président dirige l'ensemble des activités de l'UER et exerce un contrôle général sur son fonctionnement. Le Président peut confier des missions spécifiques au Vice-président et aux autres membres du Conseil exécutif. Le Président en informe le Conseil exécutif et, pour toute mission s'étendant sur plus de deux mois, il en informe également l'ensemble des Membres actifs.

ARTICLE 9

SESSIONS ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET RÉUNIONS DU CONSEIL EXECUTIF

- 9.1. L'Assemblée générale est convoquée en session ordinaire ou extraordinaire par le Président. Celui-ci la convoque également en session extraordinaire si un cinquième au moins des Membres actifs lui en fait la demande.
- 9.2. Le Conseil exécutif est convoqué par le Président selon les conditions précisées à l'article 7.5.
- 9.3. Les convocations à une session de l'Assemblée générale sont envoyées un mois au moins avant la date fixée pour la session. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, ce délai peut être réduit par le Conseil exécutif. Les convocations des Membres actifs sont envoyées par pli recommandé. Les convocations à une réunion du Conseil exécutif sont envoyées au moins deux semaines avant la date fixée pour la réunion, sauf si le Président en décide autrement dans des circonstances exceptionnelles.

- 8.1.2. deciding whether to allow observations to be made exceptionally in a language other than the official and working languages, on condition that interpretation into one of these languages is provided by the Member availing itself of this privilege;
- 8.1.3. deciding on whether proposals should be submitted in writing prior to discussion by the General Assembly;
- 8.1.4. deciding on issues of confidentiality and conflict of interest arising under the Statement of Principles.
- 8.2. In the event of absence or incapacity, the President is replaced in office by the Vice-President.
- 8.3. In addition to the tasks specifically assigned to him or her under these Statutes, the President assumes overall leadership of the EBU and exercises general control over its functioning. The President may assign particular tasks to the Vice-President and to the other members of the Executive Board. The President shall inform the Executive Board thereof and, in case of any task lasting more than two months, shall also inform all Active Members.

ARTICLE 9

ORDINARY AND EXTRAORDINARY SESSIONS OF THE GENERAL ASSEMBLY AND MEETINGS OF THE EXECUTIVE BOARD

- 9.1. Ordinary and extraordinary sessions of the General Assembly are convened by the President. The President also convenes the Assembly in extraordinary session if so requested by not less than one-fifth of Active Members.
- 9.2. The Executive Board is convened by the President under the conditions set out in Article 7.5.
- 9.3. Notices convening a session of the General Assembly are despatched at least one month before the date fixed for the session. However, the period of notice may in exceptional circumstances be shortened by decision of the Executive Board. Notices to Active Members are despatched by registered post. Notices convening a meeting of the Executive Board are despatched at least two weeks before the date fixed for the meeting, except if the President decides otherwise in exceptional circumstances.

- 9.4. Les délibérations de l'Assemblée générale et du Conseil exécutif ainsi que tous les documents qui s'y rapportent sont confidentiels, à défaut de toute décision contraire.
- 9.5. Les procédures relatives aux sessions extraordinaires de l'Assemblée générale et régissant les modifications des statuts et la dissolution de l'UER figurent à l'article 19.

ARTICLE 10

ORDRE DU JOUR DES SESSIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DES RÉUNIONS DU CONSEIL EXÉCUTIF

- 10.1. L'ordre du jour de toute session de l'Assemblée générale et de toute réunion du Conseil exécutif est établi par le Président avec l'assistance du Directeur général en concertation avec les membres du Conseil exécutif et, si cela s'avère nécessaire, après consultation des Présidents des Comités, ainsi que des groupes consultatifs et groupes d'experts du Conseil exécutif (articles 7.9 et 7.11). L'ordre du jour doit être communiqué aux Membres dans les délais prévus à l'article 9.3.
- 10.2. Tout Membre a le droit de demander l'inscription de questions à l'ordre du jour d'une session ordinaire de l'Assemblée générale. Toutefois, ces questions ne sont portées à l'ordre du jour de cette session que si elles ont été reçues par le Directeur général dix jours au moins avant l'envoi des convocations.
- 10.3. L'Assemblée générale ne peut prendre aucune décision sur un sujet non porté à leur ordre du jour, sauf dérogation proposée par le Président ou le Vice-président par voie de motion d'ordre et adoptée à la majorité d'au moins deux tiers des voix exprimées par les personnes présentes.

ARTICLE 11

PROCÉDURE DE TRAVAIL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

- 11.1. L'Assemblée générale, sous réserve d'autres dispositions des présents statuts, ne peut prendre des décisions valablement que si des Membres actifs détenant ensemble la majorité du total des voix de l'UER sont présents ou représentés.

- 9.4. The deliberations of the General Assembly and of the Executive Board and all the documents relating thereto are confidential, in the absence of any decision to the contrary.
- 9.5. Procedures regarding extraordinary sessions of the General Assembly, governing modifications of the Statutes and dissolution of the EBU, are laid down in Article 19.

ARTICLE 10

AGENDA FOR SESSIONS OF THE GENERAL ASSEMBLY AND MEETINGS OF THE EXECUTIVE BOARD

- 10.1. The agenda for every session of the General Assembly and every meeting of the Executive Board is drawn up by the President with the assistance of the Director General, in consultation with the members of the Executive Board, and, if need be, after consultation with the Chairmen of the Committees and with the advisory bodies and the expert groups of the Executive Board (Articles 7.9 and 7.11). The agenda is communicated to Members within the time-limits laid down in Article 9.3.
- 10.2. Any Member has the right to propose items for the agenda of an ordinary session of the General Assembly. Such items are not, however, placed on the agenda of the session unless they have been received by the Director General at least ten days before the despatch of the invitation to the session.
- 10.3. No decision may be taken by the General Assembly on any subject which is not on its agenda, unless otherwise decided by the adoption of a proposal on a point of order proposed by the President or the Vice-President and approved by a majority vote of at least two-thirds of the votes that are cast by those present.

ARTICLE 11

WORKING PROCEDURE OF THE GENERAL ASSEMBLY AND THE EXECUTIVE BOARD

- 11.1. Subject to the other provisions of these Statutes, the General Assembly may validly take decisions only if Active Members holding together a majority of the total EBU vote are present or represented.

Le Conseil exécutif ne peut prendre des décisions valablement qu'en cas de participation de la majorité de ses membres.

- 11.2. Une liste de présence est établie par le Directeur général pour chaque session ou réunion.
- 11.3. Le Directeur général est responsable du secrétariat de l'Assemblée générale et du Conseil exécutif. Le procès-verbal de chaque session ou réunion est soumis à la signature du Président en exercice. Il devient définitif après approbation au cours de la session ou de la réunion suivante.

ARTICLE 12

DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

- 12.1. Les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil exécutif sont exécutoires immédiatement, sauf si l'Assemblée générale ou le Conseil exécutif en dispose autrement. L'Assemblée générale et le Conseil exécutif peuvent aussi autoriser des dérogations ou des dispenses temporaires au bénéfice des Membres actifs ou associés qui ne pourraient pas se conformer à ces décisions pour des raisons impérieuses.
- 12.2. Tout Membre actif ou associé ou tout Participant agréé faisant lui-même l'objet d'une décision prise en son absence par l'Assemblée générale ou le Conseil exécutif peut faire appel de cette décision à la session ordinaire suivante de l'Assemblée générale. Cet appel n'est pas suspensif et ne sera pris en considération que si le Membre ou Participant agréé appelant a tenté, en vain, de régler la question en consultation avec le Directeur général.
- 12.3. Dans le cas où l'application d'une décision s'avérerait incompatible avec le droit national du pays concerné, le Membre actif ou associé ou le Participant agréé est tenu d'en informer le Président, par lettre recommandée adressée au siège social de l'UER, aussitôt que possible après qu'il a eu connaissance de la décision.
- 12.4. Les dispositions des paragraphes précédents ne concernent pas les recommandations de l'Assemblée générale ou du Conseil exécutif, mais il répond aux objectifs de l'UER, tels que définis à l'article 2, qu'elles soient suivies dans toute la mesure du possible.

The Executive Board may validly take decisions only if the majority of its members are participating.

- 11.2. A register of attendance is kept by the Director General for each session or meeting.
- 11.3. The Director General is responsible for the secretariat of the General Assembly and of the Executive Board. The minutes of each session or meeting are submitted to the President in office for signature and become final after being approved at the next session or meeting.

ARTICLE 12

DECISIONS OF THE GENERAL ASSEMBLY AND EXECUTIVE BOARD

- 12.1. The decisions of the General Assembly and of the Executive Board must be carried out immediately, unless the General Assembly or the Executive Board directs otherwise. The General Assembly and the Executive Board may also authorise derogations or temporary exemptions in the case of Active or Associate Members which might be unable to conform to these decisions for imperative reasons.
- 12.2. Any Active or Associate Member or Approved Participant which is itself the subject of a decision taken in its absence by the General Assembly or the Executive Board may appeal against such decision to the next ordinary session of the General Assembly. Such an appeal does not have a suspensive effect and is considered only if the Member or Approved Participant appealing has sought unsuccessfully to resolve the matter in consultation with the Director General.
- 12.3. Insofar as the performance of a decision would be incompatible with the national law of the country concerned, the Active or Associate Member or Approved Participant is required to notify the President of the fact, by registered letter to the seat of the EBU, as soon as possible after receiving notice of the decision.
- 12.4. The provisions of the preceding paragraphs do not apply to recommendations of the General Assembly or of the Executive Board, but it is in keeping with the purposes of the EBU, as defined in Articles 1.2 and 2, that they should be complied with to the greatest extent possible.

ARTICLE 13**REPRÉSENTATION EXTÉRIEURE DE L'UER**

- 13.1. Dans ses relations avec des tiers, l'UER est représentée par son Président et/ou un ou plusieurs membres du Conseil exécutif dûment mandatés à cet effet ou bien par le Directeur général ou l'un des collaborateurs des Services permanents dans les domaines de leurs compétences respectives. Le Directeur général décide de la délégation au sein des Services permanents.
- 13.2. Dans les procédures juridiques, l'UER est représentée par son Président ou par le Directeur général.

ARTICLE 14**AUTRES ORGANES AU SEIN DE L'UER**

- 14.1. Outre l'Assemblée générale et le Conseil exécutif, les Membres actifs participent aux activités par le biais des Assemblées spécialisées, des Comités, du Conseil des opérations, des Groupes d'experts, des Groupes d'étude, des Groupes de projet et des Groupes d'utilisateurs.

Le Président peut décider lui-même, ou par délégation au Président concerné, de limiter la participation à une réunion donnée, ou partie de celle-ci, autre qu'une session de l'Assemblée générale ou une réunion du Conseil exécutif et du Conseil des opérations, aux Membres directement concernés.

Assemblées

- 14.2. Les Assemblées spécialisées rassemblent les représentants des Membres dans les domaines respectifs des programmes de radio, des programmes de télévision, des sports, des actualités, de la technique et des affaires juridiques et publiques. Elles délibèrent des principaux thèmes stratégiques, procèdent à des échanges structurés d'informations sur les expériences et approuvent les priorités, objectifs, buts, positions officielles et plans d'action annuels dans leurs secteurs respectifs (élaborés et proposés par leurs Comités respectifs), représentent les Membres de l'Union dans leur ensemble et, le cas échéant, reçoivent des comptes rendus des résultats des principaux projets et études. Chaque Assemblée spécialisée constitue également une plateforme d'échange et de partage d'informations et de savoir-faire dans ces domaines. Les Assemblées tiennent une session par an, à l'exception de l'Assemblée des affaires juridiques et publiques et l'Assemblée Sports, qui tiennent deux sessions par an.

ARTICLE 13**EXTERNAL REPRESENTATION OF THE EBU**

- 13.1. In dealings with third parties the EBU is represented by its President and/or by one or more members of the Executive Board who have been duly mandated to that effect, or by the Director General or another staff member of the Permanent Services in their respective fields of competence. The Director General decides on delegation within the Permanent Services.
- 13.2. In legal proceedings, the EBU is represented by its President or by the Director General.

ARTICLE 14**OTHER BODIES WITHIN THE EBU**

- 14.1. Active Members' involvement in activities is ensured, in addition to the General Assembly and the Executive Board, through Specialised Assemblies, Committees, the Operations Council, Expert Groups, Study Groups, Project Groups and User Groups.

The President may decide, or may delegate such decision to the relevant Chairman, that participation in a given meeting or a part thereof, other than the General Assembly, the Executive Board and the Operations Council, shall be restricted to the Members directly concerned.

Assemblies

- 14.2. Specialised Assemblies, convening respectively the radio programme, television programme, sports, news, technical, and legal and public affairs representatives of Members, discuss major strategic themes, hold structured exchanges of information about experiences and approve the annual priorities, objectives, goals, official positions and action plans for their respective sectors (developed and proposed by their respective Committees) and represent the Union's membership as a whole and, where appropriate, receive briefings on the results of major studies and projects. Each Specialised Assembly also provides a platform for the exchange and sharing of information and expertise in the field concerned. The Assemblies hold one session per year, with the exception of the Legal and Public Affairs Assembly and Sports Assembly, which hold two sessions per year.

- 14.3. Tous les Membres actifs peuvent être représentés à chaque Assemblée spécialisée. Les Membres associés peuvent prendre part aux sessions des Assemblées Radio, Télévision, technique, ainsi qu'aux Assemblées des affaires juridiques et publiques. En outre, les Assemblées spécialisées et les Comités peuvent convoquer des réunions spécialisées ouvertes à tous les Membres actifs intéressés. L'Assemblée des affaires juridiques et publiques élit un Président et un Vice-président. Les autres Assemblées spécialisées élisent chacune un Président et un Vice-président au moins. Ces personnes assument également les mêmes fonctions dans les Comités respectifs.

Comités

- 14.4. Sur proposition du Conseil exécutif, l'Assemblée générale régit le mandat, la composition, le mode d'élection et les compétences des Comités Radio, Télévision, des Affaires juridiques et publiques, Sports, Actualités et Technique (ci-après désignés «les Comités»). Le Conseil exécutif décide des autres questions d'organisation.
- 14.5. Les Comités comprennent un nombre limité de personnes élues par leurs Assemblées spécialisées respectives. Seules les Membres actifs sont autorisés à présenter des candidats aux Comités. Les contraintes en matière d'éligibilité figurent dans le Code des finances et les Règles internes.
- 14.6. Hormis pour les points stratégiques globaux, qui relèvent de la compétence du Conseil exécutif, les Comités, en étroite collaboration avec le Directeur général et le ou les Directeurs concernés ainsi que, le cas échéant, les uns avec les autres, sont les organes clé pour définir les positions officielles de l'UER et toutes les autres activités sectorielles d'ordre stratégique ou opérationnel sujet à et en accord avec la stratégie globale de l'UER. En outre, ils organisent les travaux des groupes spécialisés de leur secteur et coordonnent les études, les projets et les messages clés. Ils peuvent convoquer des réunions spécialisées, ouvertes à tous les Membres actifs et associés ainsi qu'aux Participants agréés qui sont intéressés. En cas d'urgence, le ou les Présidents concernés peuvent prendre les décisions nécessaires, en accord avec le Directeur général et le ou les Directeurs concernés. Le Conseil exécutif et le Comité concerné en sont obligatoirement informés.
- 14.7. La procédure permettant d'élire les Présidents et Vice-présidents, ainsi que les membres des Comités et des autres organes est arrêtée à l'article 15 et dans la Deuxième partie des Règles internes.

- 14.3. Every Active Member is entitled to be represented in each Specialised Assembly. Associate Members may participate in the sessions of the Radio, Television, Technical, and Legal and Public Affairs Assemblies. In addition, the Specialised Assemblies and the Committees may convene specialised meetings open to all Active Members concerned. The Legal and Public Affairs Assembly elects a Chairman and one Vice-Chairman. The other Specialised Assemblies each elect a Chairman and one or more Vice-Chairmen. These persons also assume the same functions on the respective Committees.

Committees

- 14.4. The General Assembly regulates, at the proposal of the Executive Board, the remit, composition, mode of election and competences of the Radio, Television, Legal and Policy, Sports, News and Technical Committees ("the Committees"). Other organisational matters are decided upon by the Executive Board.
- 14.5. The Committees comprise a limited number of persons elected by the respective Specialised Assembly. Only persons from Active Members are eligible for a seat on a Committee. Constraints on eligibility are laid down in the Code of Finance and the Bye-Laws.
- 14.6. Except in the case of global strategic issues, which fall within the competence of the Executive Board, the Committees, in close cooperation with the Director General and the relevant Director or Directors and, where appropriate, with each other, are the key bodies for defining official EBU positions and all other activities of a sectoral strategic or operational nature subject to and consistent with the EBU's global strategy. In addition, they organise work among their sector's specialised groups and coordinate studies, projects and key messages. They may convene specialised meetings open to all interested Active and Associate Members and Approved Participants. In case of urgency, the relevant Chairman or Chairmen shall take the requisite decisions, in agreement with the Director General and the relevant Director or Directors. The Executive Board and the relevant Committee shall be informed thereof.
- 14.7. The procedures for electing Chairmen and Vice-Chairmen as well as members of the Committees and other bodies are laid down in Article 15 and in Part II of the Bye-Laws.

ARTICLE 15**ÉLECTIONS, VOTES ET ÉLIGIBILITÉ**

- 15.1. Seuls les Membres actifs ont le droit de voter et, sous réserve de l'article 14.5, celui de proposer des candidats à l'élection aux organes de l'UER.
- 15.2. Au cours des Assemblées, le ou les Membres actifs de chaque pays disposent d'un total de 24 voix. Lorsqu'il y a plus d'un Membre actif dans un pays, ces 24 voix sont réparties proportionnellement à leurs cotisations, sauf accord contraire conclu entre eux. Les détails figurent dans les Règles internes relatives aux élections et aux votes.
- Dans le cas de groupements de Membres actifs, les voix ne sont pas divisibles.
- 15.3. Sauf disposition contraire des présents statuts, la majorité absolue (c.-à-d. plus de la moitié) des voix valablement exprimées est requise.
- 15.4. L'Assemblée générale adopte les Règles internes précisant les modalités des élections et des votes concernant l'ensemble des organes de l'Union.

ARTICLE 16**SERVICES PERMANENTS**

- 16.1. La tâche des Services permanents est de mettre en œuvre dans la pratique les objectifs de l'UER, sous l'autorité des organes compétents de l'Union. Elle comporte le conseil et le soutien des organes de l'UER, des Membres actifs et associés et des projets, ainsi que le fonctionnement des opérations.
- 16.2. La structure interne des Services permanents, y compris les tâches et responsabilités du Directeur général et des Directeurs ainsi que le nombre de Directeurs, est approuvée par le Conseil exécutif.
- 16.3. Les Services permanents sont dirigés et coordonnés par le Directeur général et, sous son autorité, par les Directeurs dans leurs domaines respectifs de compétences.
- 16.4. Le Directeur général fixe l'orientation des activités des Services permanents, dirige toutes ces activités et en assume la responsabilité finale devant le Conseil exécutif.

ARTICLE 15**ELECTIONS, VOTING AND ELIGIBILITY**

- 15.1. Only Active Members have the right to vote and, subject to Article 14.5, to propose candidates for election to EBU bodies.
- 15.2. In the Assemblies the Active Member or Active Members in each country have a total of 24 votes. Where there are two or more Active Members in a country, the 24 votes are shared in proportion to their membership fees, unless agreed otherwise between them. Details are laid down in the Bye-Laws relating to elections and voting.
- In case of Active group members, votes shall not be divisible.
- 15.3. Except where otherwise stipulated in these Statutes, an absolute majority (i.e. more than half) of the votes validly cast is required.
- 15.4. The General Assembly adopts Bye-Laws dealing with elections and voting covering all bodies of the Union.

ARTICLE 16**PERMANENT SERVICES**

- 16.1. The task of the Permanent Services is the practical implementation of the purposes of the EBU, under the authority of the competent bodies of the Union. This includes advice and support to the EBU bodies, to Active and Associate Members and to projects, and the running of operations.
- 16.2. The internal structure of the Permanent Services, including the tasks and responsibilities of the Director General and the Directors, as well as the number of Directors, is approved by the Executive Board.
- 16.3. The Permanent Services are managed and coordinated by the Director General and, under his or her authority and for their respective fields of competence, by the Directors.
- 16.4. The Director General defines the overall direction of the activities of the Permanent Services, directs all such activities and assumes ultimate responsibility for them before the Executive Board.

ARTICLE 17**FINANCES DE L'UER**

- 17.1. Tout Membre actif est astreint, pour chaque exercice, au paiement d'une cotisation; tout Membre associé et Participant agréé est astreint au paiement d'une participation. Tout Membre actif ou associé ou Participant agréé admis à l'UER au cours d'un exercice est redevable d'un douzième de cotisation ou de participation pour chaque mois entier restant à courir jusqu'à la fin de cet exercice.

Les paiements susmentionnés servent à couvrir les coûts encourus par l'UER en tant que telle, ainsi que les coûts des services fournis aux Membres.

- 17.2. Les cotisations sont payées sur la base d'unités de cotisation fixées par l'Assemblée générale. Les participations sont fixées par le Conseil exécutif en tenant compte de la valeur des services de l'UER rendus au bénéficiaire et des capacités financières de ce dernier.
- 17.3. Les nouveaux Membres actifs payent un droit d'entrée qui est fixé par l'Assemblée générale en même temps que leur admission officielle comme Membres. Lorsqu'il propose l'admission d'un Membre, le Conseil exécutif, sur avis du Directeur général, formule une proposition précise concernant le montant du droit d'entrée, sur la base des critères fixés dans le Code des finances.

Les nouveaux Membres actifs admis à l'UER conformément à l'article 3.19 ne sont pas redevables d'un droit d'entrée si leur demande d'admission intervient dans les trois ans qui suivent leur départ du groupement.

Activités Opérations

- 17.4. Les activités Opérations doivent s'autofinancer, sur la base de contributions ou de tarifs publiés, facturés aux utilisateurs. Le Conseil exécutif peut décider que certains coûts seront conjointement supportés par tous les Membres concernés, sur la base d'unités financières fixées conformément à l'article 7.2.

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil exécutif, décide quelles sont les activités qui sont obligatoires pour tous les Membres de l'Eurovision ou de l'Euroradio.

- 17.5. Si la stricte application d'une clé de répartition mène à un résultat jugé inéquitable par le Conseil exécutif, ce dernier peut recommander à l'Assemblée générale tout ajustement qu'il estime approprié.

ARTICLE 17**EBU FINANCES**

- 17.1. Every Active Member pays a membership fee for each financial year; every Associate Member and every Approved Participant pays a subscription. Any Active or Associate Member or Approved Participant admitted to the EBU during the course of a financial year is liable for payment of one-twelfth of the membership fee or subscription for each full month still to run until the end of such financial year.

The foregoing payments serve to cover the costs incurred by the EBU as such, as well as the costs of services provided to Members.

- 17.2. Membership fees are paid on the basis of membership units, which are fixed by the General Assembly. Subscriptions are fixed by the Executive Board, having regard to the value of the EBU's services to the recipient and the latter's financial capacities.
- 17.3. New Active Members pay an entrance fee, which shall be fixed by the General Assembly at the same time as they are formally admitted as Members. The Executive Board shall, when proposing the candidate for membership, make a specific proposal, following advice by the Director General, regarding the amount of the entrance fee, based on criteria laid down in the Code of Finance.

New Active Members which are admitted in accordance with Article 3.19 shall not be obliged to pay an entrance fee if their application for membership is made within three years of their leaving the group.

Operations activities

- 17.4. The Operations activities are to be self-financed, on the basis of contributions or published rates charged to users. The Executive Board may decide that certain costs shall be borne jointly by all Members concerned, on the basis of financial units fixed in accordance with Article 7.2.

The General Assembly decides, following a proposal by the Executive Board, which activities are mandatory for all Eurovision or Euroradio Members.

- 17.5. If the strict application of a sharing key leads to a result considered inequitable by the Executive Board, the latter may recommend to the General Assembly any adjustments it deems appropriate.

Procédures et responsabilités

- 17.6. Les cotisations, les participations et les contributions sont payables dans les conditions prévues au Code des finances. Tous les autres paiements sont dus à la date fixée par le Conseil exécutif.
- 17.7. Les budgets et les comptes de l'UER sont établis en francs suisses.
- 17.8. Toutes les fonctions tenues par des Membres actifs ou leurs représentants sont honoraires. Les Membres supportent leurs propres frais en ce qui concerne leur participation aux diverses activités de l'Union en tant que détenteurs de poste ou non.
- 17.9. La responsabilité financière des Membres actifs et associés est strictement limitée au montant de leur cotisation, participation, contribution, ou autres paiements dus au titre des budgets approuvés et, conformément à la clé de répartition applicable, à leur part individuelle d'obligations financières contractées pour leur compte par l'UER sur la base d'une décision prise par l'Assemblée générale ou le Conseil exécutif, et à leurs obligations financières qui découlent de leur participation à des activités autofinancées et de leurs autres engagements.

Arriérés de paiement et engagements

- 17.10. En cas de dette impayée, les Membres actifs et associés concernés seront passibles de sanctions, conformément au Code des finances.
- 17.11. L'UER répond de ses engagements vis-à-vis de tiers à concurrence du total de son actif.

Code des finances

- 17.12. Sur proposition du Directeur général, le Conseil exécutif recommande, l'Assemblée générale étant chargée de l'adopter, un Code des finances destiné à mettre en œuvre les dispositions du présent article, et notamment les critères objectifs et les barèmes résultants qui assurent une répartition juste et équitable, entre tous les Membres actifs concernés, des divers budgets et dépenses relatifs aux activités communes convenues.

Procedures and responsibilities

- 17.6. Membership fees, subscriptions and contributions are payable in accordance with the provisions of the Code of Finance. All other payments are due on the date fixed by the Executive Board.
- 17.7. The budgets and the accounts of the EBU are drawn up in Swiss francs.
- 17.8. All offices held by Active Members or their representatives are honorary. Members bear their own expenses relating to their participation in the various activities of the Union, as office holders or otherwise.
- 17.9. The financial responsibility of Active and Associate Members is strictly limited to the amount of their membership fees, subscriptions, contributions or other payments due under approved budgets and in accordance with the applicable sharing key, to their individual share of financial obligations entered into on their behalf by the EBU on the basis of a decision by the General Assembly or the Executive Board, and to their financial obligations arising from their participation in self-financed activities and their other commitments.

Debts and obligations

- 17.10. In case of overdue indebtedness, Active and Associate Members shall be subject to sanctions in accordance with the Code of Finance.
- 17.11. The EBU is answerable for its obligations to third parties to the full extent of its assets.

Code of Finance

- 17.12. Following a proposal by the Director General, the Executive Board recommends, for adoption by the General Assembly, a Code of Finance to implement the provisions of this Article, including objective criteria and resulting scales which ensure a fair and equitable sharing of the various budgets and expenses for agreed common activities among all Active Members concerned.

ARTICLE 18**RÉGIME FINANCIER ET COMPTABLE**

- 18.1. L'exercice financier commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.
- 18.2. Le 31 décembre de chaque année, les livres, registres et comptes sont arrêtés.
- 18.3. Le Conseil exécutif, sur proposition du Directeur général, établit en temps utile, à l'intention de l'Assemblée générale, les comptes de l'exercice écoulé, vérifiés par des auditeurs externes. Au cours de la session de l'Assemblée générale concernée, le Comité d'audit présente son rapport annuel sur l'efficacité avec laquelle ont été gérées des activités spécifiques au sein de l'Union.
- 18.4. Le Conseil exécutif présente à chaque session de l'Assemblée générale concernée les budgets pour l'exercice suivant.

Ressources

- 18.5. Les ressources de l'UER sont en particulier:
- les droits d'entrée et les cotisations annuelles des Membres actifs, ainsi que les participations des Membres associés et des Participants agréés;
 - les contributions et autres paiements des Membres et des non-Membres aux activités obligatoires et utilisateur-payeur, ainsi qu'aux frais résultant de leur participation aux activités dont les coûts sont répartis entre les Membres;
 - les paiements des Membres et des non-Membres à l'UER et ses filiales au titre des activités opérationnelles de l'UER, ainsi que des travaux exceptionnels engagés par l'UER en réponse à des demandes spéciales;
 - les dons, legs, donations et subventions.

L'UER peut également bénéficier de revenus accessoires, tels que les revenus émanant de la cession d'actifs immobilisés et des activités de gestion de la trésorerie.

ARTICLE 18**FINANCE AND ACCOUNTING**

- 18.1. The financial year begins on 1 January and ends on 31 December of each year.
- 18.2. The books, ledgers and accounts are closed on 31 December of each year.
- 18.3. Following a proposal by the Director General, the Executive Board presents in good time for the General Assembly the accounts of the past financial year, audited by external auditors. At the relevant session of the General Assembly, the Audit Committee submits its annual report on efficient management of specific activities within the Union.
- 18.4. The Executive Board presents to each relevant session of the General Assembly the budgets for the following financial year.

Sources of income

- 18.5. The sources of income of the EBU are, in particular:
- entrance and annual membership fees of Active Members, and subscriptions from Associate Members and Approved Participants;
 - contributions and other payments from Members and non-Members towards mandatory and user-pay activities and costs relating to their participation in cost-sharing activities;
 - payments to the EBU and its subsidiaries and affiliates from Members and non-Members arising from EBU operational activities as well as special work undertaken by the EBU by special request;
 - gifts, legacies, donations and subsidies.

The EBU may also benefit from ancillary income such as that arising from the disposal of fixed assets and treasury management activities.

ARTICLE 19**SESSIONS EXTRAORDINAIRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (MODIFICATION DES STATUTS OU DISSOLUTION DE L'UER)**

- 19.1. Les propositions relatives à la dissolution de l'UER ou à la modification des statuts peuvent émaner soit du Conseil exécutif, soit d'un groupe d'au moins cinq Membres actifs qui doit les adresser au Président de l'Union, au siège de l'UER.
- 19.2. Ces propositions font l'objet d'une décision de l'Assemblée générale au cours d'une session extraordinaire à convoquer spécialement à cette fin. Les convocations accompagnées des propositions doivent être envoyées par pli recommandé un mois au moins avant la date fixée pour cette session. Si ces propositions visent la dissolution de l'UER, ce délai est de deux mois.
- 19.3. La dissolution de l'UER et les modifications de ses statuts ne peuvent être valablement décidées par l'Assemblée générale que si, à cette session extraordinaire, les Membres qui détiennent ensemble les trois quarts au moins de la totalité des voix de l'UER sont présents ou représentés.
- 19.4. Les décisions ne peuvent être prises valablement au cours de ces sessions qu'à la majorité des trois quarts au moins des voix exprimées les bulletins de vote blancs ou nuls étant pris en compte.
- 19.5. En cas de dissolution, les actifs nets de l'UER sont attribués, par décision de l'Assemblée générale prise à une majorité des trois quarts, à une ou plusieurs organisations exonérées fiscalement et poursuivant un but analogue.

L'Assemblée générale prononçant la dissolution nomme un comité de liquidation composé d'au moins trois personnes; celles-ci peuvent être choisies en dehors de l'UER.

ARTICLE 20**TEXTE FAISANT FOI**

20. En cas de contestation, le texte des présents statuts rédigé en langue française fait foi.

ARTICLE 19**EXTRAORDINARY SESSIONS OF THE GENERAL ASSEMBLY (MODIFICATION OF THE STATUTES OR DISSOLUTION OF THE EBU)**

- 19.1. Proposals relating to the dissolution of the EBU or to the amendment of the Statutes may emanate either from the Executive Board or from a group of at least five Active Members; in the latter case, such proposals must be addressed to the President of the Union at the seat of the EBU.
- 19.2. Such proposals are considered by the General Assembly at an extraordinary session to be specially convened for the purpose. Notice of such session, together with the proposals, must be sent by registered post at least one month before the date fixed for the session. If the proposals relate to the dissolution of the EBU, this period must be two months.
- 19.3. The dissolution of the EBU and the amendment of the Statutes are not validly decided upon by the General Assembly unless at that extraordinary session Members holding together at least three-quarters of the totality of EBU votes are present or represented.
- 19.4. Decisions in the course of such sessions are valid only if taken by a majority of at least three-quarters of the votes that are cast, including blank or invalid voting slips.
- 19.5. In the event of dissolution, the net assets of the EBU are assigned, by decision of the General Assembly on the basis of a three-quarters majority, to one or more tax-exempted organisations having a similar aim.

The General Assembly deciding on the dissolution appoints a committee of liquidation consisting of at least three persons; these persons may be chosen from outside the EBU.

ARTICLE 20**AUTHENTIC TEXT**

20. In the event of dispute, the French text of these Statutes shall prevail.

ARTICLE 21**DISPOSITION FINALE**

- 21.1. La présente version des statuts remplace la version précédente du 2 décembre 2010 et entre en vigueur le 28 juin 2013.
- 21.2. Dans l'ensemble des règles et réglementations procédurales de l'UER, toute mention du Conseil d'administration sera désormais considérée comme faisant référence au Conseil exécutif. Toute mention de la Présidence sera considérée comme faisant référence au Conseil exécutif ou, si ce dernier en décide ainsi par mandat, au Président et/ou au Vice-président.

ARTICLE 21**FINAL PROVISION**

- 21.1. This version of the Statutes replaces the preceding version of 2 December 2010 and enters into force on 28 June 2013.
- 21.2. In all procedural rules and regulations of the EBU, any reference to the Administrative Council shall henceforth be deemed to refer to the Executive Board. Any reference to the Presidency shall be deemed to refer to the Executive Board or, if the latter so decides on the basis of a mandate, to the President and/or the Vice-President.

Index analytique des statuts de l'UER

A	<i>Article</i>
Accès contractuel	
Euroradio	3.12
Eurovision	3.12, 3.20
Non-Membres	2.1.12, 3.12, 3.20
Actif de l'UER	5.11, 5.12, 17.11, 18.5, 19.5
Activités Opérations	7.15, 16.1, 17.4, 17.5
Actualités, Assemblée	14.2, 14.3
Actualités, Comité	7.14, 14.4-14.7
Adhésion, critères d'éligibilité	
Groupements de Membres	3.15-3.17
Membres actifs	3.2-3.6
Membres associés	3.14
Statut de Participant agréé	4.1
Admission à l'UER (procédure)	
Membres actifs (y compris groupements)	3.21, 3.23, 6.2.13, 7.2.3, 7.11.1
Membres associés	3.22, 6.2.13, 7.2.3, 7.1
Participants agréés	4, 7.2.4, 7.11.1
Affaires juridiques et publiques, Assemblée	3.14.2, 7.2.7, 14.2, 14.3
Affaires juridiques et publiques, Comité	14.4-14.7
Agence de droits sportifs (liens à)	3.5.4, 3.11
Arbitrage (lorsque la demande d'adhésion n'a pas abouti)	3.23
Assemblée générale	6
Confidentialité	9.4
Convocation	9.1, 9.3, 19.2
Décisions	11.1, 12.1, 12.2, 12.3, 12.4, 19.4
Fonctions et responsabilités	6.2
Fréquence des sessions	6.4, 6.5
Ordre du jour	6.2.17, 10.1-10.3
Présence aux réunions	3.14.2, 6.3, 6.4, 6.5, 11.2
Procès-verbaux	6.2.1, 11.3
Quorum	11.1, 19.3
Secrétariat	11.3
Session restreinte	6.4
Assemblées spécialisées	14.1-14.3, 14.5, 15.2
Assemblée actualités	14.2, 14.3
Assemblée des affaires juridiques et publiques	3.14.2, 7.2.7, 14.2, 14.3
Assemblée radio	3.14.2, 14.2, 14.3
Assemblée sports	14.2, 14.3
Assemblée technique	3.14.2, 14.2, 14.3
Assemblée télévision	3.14.2, 14.2, 14.3
Audit	6.2.5, 7.2.9, 7.9.1, 18.3

Subject Index

A	<i>Article</i>
Accounts	
Approval	6.2.3
Closure	18.2
Currency	17.7
Drawing up and auditing (past financial year)	7.2.9, 18.3
Presentation (to General Assembly)	18.3
Active membership	
Admission procedure	3.21, 3.23, 6.2.13, 7.2.3, 7.11.1
Eligibility	3.2-3.6
Fees	5.1, 5.12, 5.13, 17.1-17.3, 17.6, 17.9
Obligations	3.7, 5.12
Resignation	5.1, 5.11
Admission procedure	
Active Membership (including groups)	3.21, 3.23, 6.2.13, 7.2.3, 7.11.1
Approved Participants	4, 7.2.4, 7.11.1
Associate Membership	3.22, 6.2.13, 7.2.3, 7.1
Advisory Bodies	<i>See Audit Committee and Personnel Committee</i>
Agenda for General Assembly and Executive Board	6.2.17, 10.2, 10.3
Consultation	10.1
Amendment of the Statutes	19.1-19.4
Appeals against decisions of the General Assembly and Executive Board	5.8, 5.12, 6.2.16, 12.2
Approved Participants	
Admission procedure	4, 7.2.4, 7.11.1
Eligibility	4.1
Resignation	5.1
Subscriptions	5.1, 5.12, 7.2.10, 17.1, 17.2, 17.6, 18.5
Arbitration (unsuccessful candidates for active membership)	3.23
Assemblies, Specialised	14.1-14.3, 14.5, 15.2
Legal and Public Affairs Assembly	3.14.2, 7.2.7, 14.2, 14.3
News Assembly	14.2, 14.3
Radio Assembly	3.14.2, 14.2, 14.3
Sports Assembly	14.2, 14.3
Technical Assembly	3.14.2, 14.2, 14.3
Television Assembly	3.14.2, 14.2, 14.3
Assets of the EBU	5.11, 5.12, 17.11, 18.5, 19.5
Associate membership	
Admission procedure	3.22, 6.2.13, 7.2.3, 7.11.1
Eligibility	3.14
Resignation	5.1
Subscriptions	5.1, 5.12, 7.2.10, 17.1, 17.2, 17.6, 18.5

B

Budget	
Approbation	6.2.6
Elaboration	7.2.8
Présentation	17.7, 18.4
Vérification	7.11.2

C

Code des finances	5.6, 6.2.11, 7.2.6, 14.5, 17.3, 17.6, 17.10, 17.12
Comité d'audit	6.2.2, 7.9.1, 7.10, 7.11.2, 7.12, 18.3
Comité du personnel	6.2.2, 7.2.15, 7.9.2, 7.10, 7.12
Comités	
Composition, mode d'élection et compétences	7.2.7, 7.2.18, 14.2-14.7
Création	6.2.12, 7.2.5
Comptes	
Approbation	6.2.3
Arrêt (des)	18.2
Devises	17.7
Etablissement et vérification (exercice écoulé)	7.2.9, 18.3
Présentation (à l'Assemblée générale)	18.3
Confidentialité	8.1.4, 9.4
Conseil de l'Europe (pays membres du)	3.3
Conseil des Opérations	7.13-7.15, 14.1
Conseil exécutif	7
Composition	7.2.21, 7.2.22
Confidentialité	9.4
Contrats (cas d'urgence)	7.2.20, 7.7
Convocation	7.5, 9.2, 9.3
Droits sportifs (supervision des acquisitions)	3.10, 3.11
Election	7.1, 7.2.21, 7.2.22
Fonctions et responsabilités	7.2
Fréquence des réunions	7.5
Ordre du jour	7.4.1, 10.1
Pouvoirs de signature	7.2.19
Présence aux réunions	7.3, 7.4, 7.5
Procès-verbaux	7.8, 11.3
Quorum	7.5.2, 11.1
Renouvellement partiel	6.2.9, 7.2.22
Renvoi	6.2.14
Secrétariat	7.4.2, 11.3
Consortiums de Membres actifs	3.9
Contributions financières	5.1, 5.12, 17.4, 17.6, 17.9, 18.5

Audit Committee	6.2.2, 7.9.1, 7.10, 7.11.2, 7.12, 18.3
Auditing	6.2.5, 7.2.9, 7.9.1, 18.3

B

Budget	
Approval	6.2.6
Preparation	7.2.8
Presentation	17.7, 18.4
Review	7.11.2
Budgetary and strategic plan	7.2.8
Bye-Laws	6.2.11, 7.2.6, 7.2.18, 7.2.22, 7.11.1, 14.5, 14.7, 15.2, 15.4

C

Cessation of membership	5.2-5.5, 5.9, 5.12, 7.2.3
Chairman/Chairmen	
Specialised Assemblies and Committees	7.2.15, 7.4, 10.1, 14.1, 14.3, 14.6, 14.7
Advisory Bodies and Expert Groups	7.4, 7.12, 10.1, 14.1
Operations Council	7.14
Code of Finance	5.6, 6.2.11, 7.2.6, 14.5, 17.3, 17.6, 17.10, 17.12
Committees	
Composition, mode of election and competences	7.2.7, 7.2.18, 14.2-14.7
Establishment	6.2.12, 7.2.5
Confidentiality	8.1.4, 9.4
Consortia of Active Members	3.9
Contractual access	
Eurovision	3.12
Eurovision	3.12, 3.20
Non-Members	2.1.12, 3.12, 3.20
Contributions	5.1, 5.12, 17.4, 17.6, 17.9, 18.5
Council of Europe, member countries of	3.3

D

Debts / Debtors	7.11.2, 17.10
Decisions, absence of quorum or cases of urgency (Executive Board)	7.5.2
Delegation	
By Executive Board to Operations Council	7.13, 7.15
Voting powers	6.3 <i>see Bye-Laws Part I Article 1.5 and Part II Article 1.3</i>
Director General	
Appointment, evaluation and dismissal	7.2.14, 7.2.17, 7.9.2
Duties and responsibilities	6.2.2, 7.2.7, 7.2.8, 7.2.13, 7.2.15, 7.4.2, 7.9.2, 7.14, 10.1, 10.2, 12.2, 14.6, 17.3, 17.12, 18.3

Cotisations et participations des Membres	17.1-17.3, 17.6, 17.9, 18.5
Admission au cours d'un exercice	17.1
Exclusion d'un Membre	5.12
Paielement	17.1, 17.6
Retrait d'affiliation	5.1, 5.11, 5.12
Solutions provisoires	5.13
Système de cotisation des Membres	7.11.2
Unités de cotisation	6.2.7, 7.2.10, 17.2

D

Décisions, absence de quorum ou cas d'urgence (Conseil exécutif)	7.5.2
Délégation	
Du Conseil exécutif au Conseil des opérations	7.13, 7.15
Pouvoirs de vote	6.3 <i>Voir dans la première partie des Règles internes, article 1.5 et la deuxième partie, article 1.3</i>
Démission	5.1, 5.11
Dettes/Débiteurs	7.11.2, 17.10
Directeur général	
Devoirs et responsabilités	6.2.2, 7.2.7, 7.2.8, 7.2.13, 7.2.15, 7.4.2, 7.9.2, 7.14, 10.1, 10.2, 12.2, 14.6, 17.3, 17.12, 18.3
- Services permanents, direction des	16.2, 16.3, 16.4
- représentation de l'UER	13.1, 13.2
- secrétariat de l'Assemblée générale et du Conseil exécutif	11.3
Nomination, évaluation et renvoi	7.2.14, 7.2.17, 7.9.2
Salaire	7.2.16, 7.9.2
Directeurs	
Devoirs et responsabilités (performance)	14.6, 16.2, 16.3
Nomination et renvoi	7.2.15, 7.9.2
Salaires	7.2.16, 7.9.2
Dissolution de l'UER	9.5, 19.1-19.5
Droit d'entrée pour les nouveaux Membres actifs	17.3, 18.5
Droits sportifs (acquisition)	3.8-3.11 , 3.23

E

Election(s)	15 <i>Pour plus d'informations, veuillez vous référer aux Règles internes</i>
Comités	14.4, 14.5, 14.7, 15
Conseil exécutif	7.1, 7.2.21, 7.2.22
Droit de se présenter aux élections	7.1, 7.2.18, 14.5
Droit de vote	15.1, 15.2
Président / Vice-président	6.2.10
Président / Vice-président des Assemblées spécialisées	14.3, 14.7, 15
Procédure	7.2.22, 14.7, 15.4

- Permanent Services, management of	16.2, 16.3, 16.4
- Representation of the EBU	13.1, 13.2
- Secretariat of General Assembly and Executive Board	11.3
Salary	7.2.16, 7.9.2
Directors	
Appointment and dismissal	7.2.15, 7.9.2
Duties and responsibilities (performance)	14.6, 16.2, 16.3
Salary	7.2.16, 7.9.2
Dissolution of the EBU	9.5, 19.1-19.5
E	
EBU, legal status	1.1 , 1.3, 1.4, 1.5, 1.6
EBU, means and scope of action	1.4, 2.1 , 2.2, 2.3, 7.7
EBU, obligations to third parties	17.11
EBU, representatives' status	17.8
EBU President	6.2.10, 8.1-8.3
Absence or incapacity of President	8.2
Election/re-election	6.2.10 <i>For further procedures please refer to the Bye-Laws</i>
Powers	6.3, 6.4, 7.2.14, 7.2.18, 7.3-7.5, 7.9.2, 9.1-9.3, 10.1-10.3, 14.1, 21.2
Representation	13.1, 13.2
Signature of minutes	11.3
EBU, Purposes	1.2 , 16.1
EBU Vice-President	6.2.10, 8.2 , 8.3 , 10.3, 21.2
Election(s)	15 <i>For further procedures please refer to the Bye-Laws</i>
Executive Board	7.1, 7.2.21, 7.2.22
President / Vice-President	6.2.10
Chairman / Vice-Chairman of Specialised Assemblies	14.3, 14.7, 15
Committees	14.4, 14.5, 14.7, 15
Procedures	7.2.22, 14.7, 15.4
Right to be elected	7.1, 7.2.18, 14.5
Voting rights	15.1, 15.2
Eligibility for membership	
Active membership	3.2-3.6
Associate membership	3.14
Group membership	3.15-3.17
Status of Approved Participant	4.1
Eligibility to participate in EBU bodies	7.2.18, 15.1, 15.2
Entrance fee for new Active Members	17.3, 18.5
European Broadcasting Area	3.3, 3.14

Eligibilité aux organes de l'UER	7.2.18, 15.1, 15.2
Euroradio	
Accès contractuel	3.12
Activités obligatoires	17.4
Définition et Membres	3.13 , 7.2.18, 17.4
Financement	17.4
Responsabilité des Groupements de Membres	3.18
Eurovision	
Accès contractuel	3.12 , 3.20
Activités obligatoires	17.4
Définition et Membres	3.8 , 3.9-3.11, 7.2.18, 17.4
Financement	17.4
Responsabilité des Groupements de Membres	3.18
Supervision et stratégie	7.15
Exclusion des Membres	3.14, 5.6-5.10, 5.12, 6.2.13, 7.2.3
F	
Filiales	2.3, 6.2.15, 7.2.2, 18.5
Financement des activités Opérations	17.4, 17.5
Finances, Code des	5.6, 6.2.11, 7.2.6, 14.5, 17.3, 17.6, 17.10, 17.12
Finances de l'UER	17
Fonctions, caractère honoraire des	17.8
Frais des Membres	17.8
G	
Groupe des statuts	4.1, 6.2.2, 7.11.1 , 7.12
Groupe Finances	7.11.2 , 7.12
Groupements de Membres	3.15-3.19, 3.21, 15.2, 17.3
Groupes consultatifs	<i>Voir sous Comité d'audit et Comité du personnel</i>
Groupes d'étude	7.2.7, 7.2.12 , 14.1
Groupes d'experts	<i>Voir sous Groupe des finances et Groupe des statuts</i>
Groupes de projet	14.1
Groupes d'utilisateurs	14.1
I	
Incessibilité des avantages	3.20
L	
Langues de l'UER	
De travail	6.7, 6.8
Observations en d'autres langues	8.1.2
Officielles	6.6, 6.8
Liquidation, Comité de	19.5

Euroradio	
Contractual access	3.12
Definition and membership	3.13 , 7.2.18, 17.4
Funding	17.4
Liability of Group Members	3.18
Mandatory activity	17.4
Eurovision	
Contractual access	3.12, 3.20
Definition and membership	3.8 , 3.9-3.11, 7.2.18, 17.4
Funding	17.4
Liability of Group Members	3.18
Mandatory activity	17.4
Supervision and strategy	7.15
Executive Board	7
Agenda	7.4.1, 10.1
Attendance	7.3, 7.4, 7.5
Composition	7.2.21, 7.2.22
Confidentiality	9.4
Contracts (urgent)	7.2.20, 7.7
Convening	7.5, 9.2, 9.3
Dismissal	6.2.14
Election of	7.1, 7.2.21, 7.2.22
Frequency of meetings	7.5
Minutes	7.8, 11.3
Powers of signature	7.2.19
Quorum	7.5.2, 11.1
Renewal, partial	6.2.9, 7.2.22
Secretariat	7.4.2, 11.3
Sports rights (monitoring acquisition)	3.10, 3.11
Tasks and responsibilities	7.2
Expert Groups	<i>See Finance Group and Statutes Group</i>
Expulsion	3.14, 5.6-5.10, 5.12, 6.2.13, 7.2.3
External representation of the EBU	13.1, 13.2
Extraordinary Session of the General Assembly	6.5, 9.1, 9.5, 19
F	
Finances (EBU)	17
Finance and accounting	18
Finance, Code of	5.6, 6.2.11, 7.2.6, 14.5, 17.3, 17.6, 17.10, 17.12
Finance Group	7.11.2 , 7.12
Financing Operations activities	17.4, 17.5
Financial responsibility (of Members)	17.9
Franchising of membership	3.20

M**Majorités requises**

Admission de nouveaux Membres	3.21, 3.22
Adoption des Règles internes, du Code des finances, de réglementations	6.2.11
Dissolution de l'UER	19.3, 19.4, 19.5
Exclusion d'un Membre	5.9
Filiales/cession de parts de capital	6.2.15
Majorité absolue (règle générale)	15.3
Majorité des deux tiers	6.2.11, 6.2.15, 10.3
Majorité des trois quarts	3.22, 5.9, 19.4
Modification des statuts	19.3, 19.4
Retrait d'affiliation	5.9
Sujets non portés à l'ordre du jour	10.3

Membres actifs

Cotisations	5.1, 5.12, 5.13, 17.1-17.3, 17.6, 17.9
Démission	5.1, 5.11
Eligibilité	3.2-3.6
Obligations	3.7, 5.12
Procédure d'admission	3.21, 3.23, 6.2.13, 7.2.3, 7.11.1

Membres associés

Démission	5.1
Eligibilité	3.14
Participations financières	5.1, 5.12, 7.2.10, 17.1, 17.2, 17.6, 18.5
Procédure d'admission	3.22, 6.2.13, 7.2.3, 7.11.1

Modification des statuts

19.1-19.4

O**Obligations des Membres**

Contractuelles	3.7.3 , 3.18, 7.2.20, 7.7
Financières	17 , 5.6
Statut de Membre	3.7 , 5.12

Ordre du jour pour l'Assemblée générale et le Conseil exécutif

Consultation	10.1
--------------	------

Opérations, activités

	7.15, 16.1, 17.4, 17.5
--	------------------------

Opérations, Conseil des

	7.13-7.15, 14.1
--	-----------------

P**Participants agréés**

Démission	5.1
Eligibilité	4.1
Participations financières	5.1, 5.12, 7.2.10, 17.1, 17.2, 17.6, 18.5
Procédure d'admission	4 , 7.2.4, 7.11.1

Participation aux réunions du Conseil exécutif

	7.3, 7.4
--	----------

Perte d'affiliation

	5.2-5.5 , 5.9, 5.12, 7.2.3
--	-----------------------------------

Plan budgétaire et stratégique

	7.2.8
--	-------

G**General Assembly****6**

Agenda	6.2.17, 10.1-10.3
Attendance	3.14.2, 6.3, 6.4, 6.5, 11.2
Confidentiality	9.4
Convening	9.1, 9.3, 19.2
Decisions	11.1, 12.1, 12.2, 12.3, 12.4, 19.4
Frequency of sessions	6.4, 6.5
Minutes	6.2.1, 11.3
Quorum	11.1, 19.3
Restricted session	6.4
Secretariat	11.3
Tasks and responsibilities	6.2

Group membership

3.15-3.19, 3.21, 15.2, 17.3

I**Interim solutions (suspension of membership)**

5.13

L**Languages, EBU**

Observations in other languages	8.1.2
Official	6.6, 6.8
Working	6.7, 6.8

Legal and Policy Committee**14.4-14.7****Legal and Public Affairs Assembly**3.14.2, 7.2.7, **14.2**, **14.3****Legal proceedings (representation)**

13.2

Liability, Members

3.7.3, 3.18, 5.12, 17.1, 17.9

Liquidation, Committee of

19.5

M**Majorities, requisite**

Absolute majority (standard requirement)	15.3
Admission of new Members	3.21, 3.22
Adoption of Bye-Laws, Code of Finance, Regulations	6.2.11
Amendment of Statutes	19.3, 19.4
Cessation of membership	5.9
Dissolution of the EBU	19.3, 19.4, 19.5
Expulsion of Member	5.9
Matters not on agenda	10.3
Subsidiaries/ transfer of share capital	6.2.15
Three-quarters majority	3.22, 5.9, 19.4
Two-thirds majority	6.2.11, 6.2.15, 10.3

Members' expenses

17.8

Membership fees and subscriptions

17.1-17.3, 17.6, 17.9, 18.5

Admission during financial year	17.1
Expulsion of Member	5.12

Pouvoir de signature	7.2.19
Préavis (délai de)	
Convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale	19.2
Convocation des sessions et réunions de l'Assemblée générale et du Conseil exécutif	9.3
Exclusion	5.7, 5.8
Ordre du jour pour les sessions et réunions de l'Assemblée générale et du Conseil exécutif	10.1
Proposition de points pour l'ordre du jour des sessions ordinaires de l'Assemblée générale	10.2
Président de l'UER	6.2.10, 8.1 - 8.3
Absence ou empêchement du Président	8.2
Election/ré-élection	6.2.10
	<i>Pour plus d'informations, veuillez vous référer aux Règles internes</i>
Pouvoirs	6.3, 6.4, 7.2.14, 7.2.18, 7.3-7.5, 7.9.2, 9.1-9.3, 10.1-10.3, 14.1, 21.2
Représentation	13.1, 13.2
Signature des procès-verbaux	11.3
Président(s)	
Assemblées spécialisées et Comités	7.2.15, 7.4, 10.1, 14.1, 14.3, 14.6, 14.7
Conseil des opérations	7.14
Groupes consultatifs et Groupes d'experts	7.4, 7.12, 10.1, 14.1
Procédures juridiques (représentation)	13.2
Q	
Quorum	
Délibérations et votes de l'Assemblée générale et du Conseil exécutif	11.1
Dissolution de l'UER	19.3
Exclusion/retrait d'affiliation	5.9
Modification des statuts/dissolution	19.3
R	
Radio, Assemblée	3.14.2, 14.2, 14.3
Radio, Comité	14.4-14.7
Recours contre les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil exécutif	5.8, 5.12, 6.2.16, 12.2
Régime financier et comptable	18
Règlementation(s)	3.6, 3.10, 6.2.11 , 7.2.6, 7.9.1, 7.11.1
Règlementation relative aux critères détaillés d'affiliation	3.6, 3.10, 7.2.6
Règles internes	6.2.11, 7.2.6 , 7.2.18, 7.2.22, 7.11.1, 14.5, 14.7 , 15.2, 15.4

Interim solution	5.13
Membership fee system	7.11.2
Membership units	6.2.7, 7.2.10, 17.2
Payment	17.1, 17.6
Resignation and cessation	5.1, 5.11, 5.12
Members' obligations	
Contractual	3.7.3 , 3.18, 7.2.20, 7.7
Financial	17 , 5.6
Membership	3.7 , 5.12
N	
News Assembly	14.2, 14.3
News Committee	7.14, 14.4-14.7
Notice, periods of	
Agenda for sessions and meetings of General Assembly and Executive Board	10.1
Convening of sessions and meetings of General Assembly and Executive Board	9.3
Convening of extraordinary session of General Assembly	19.2
Expulsion	5.7, 5.8
Proposal of items for agenda of ordinary session of General Assembly	10.2
O	
Obligations	<i>See Members' obligations</i>
Offices, honorary nature of	17.8
Operations activities	7.15, 16.1, 17.4, 17.5
Operations Council	7.13-7.15, 14.1
P	
Participation in meetings of the Executive Board	7.3, 7.4
Permanent Services	7.1, 7.4, 7.9.1, 13.1, 16.1-16.4
Salary scheme (EBU)	7.2.13 , 7.9.2
Personnel Committee	6.2.2, 7.2.15, 7.9.2 , 7.10, 7.12
Powers of signature	7.2.19
President	<i>See EBU President</i>
Project Groups	14.1
Q	
Quorum	
Amendment of the Statutes/dissolution	19.3
Expulsion/Cessation of membership	5.9
Decisions and voting in General Assembly and Executive Board	11.1
Dissolution of the EBU	19.3

Répartition des voix	15.2
Représentation	
Extérieure de l'UER vis-à-vis de tiers	13.1
Procédures juridiques	13.2
Responsabilité, Membres	3.7.3, 3.18, 5.12, 17.1, 17.9
Responsabilité financière des Membres	17.9
Ressources	18.5

S

Sanctions	5.6-5.8, 7.2.18, 17.10
Services permanents	7.1, 7.4, 7.9.1, 13.1, 16.1 - 16.4
Système salarial (UER)	7.2.13, 7.9.2
Session extraordinaire de l'Assemblée générale	6.5, 9.1, 9.5, 19
Siège de l'UER	1.6
Signature, pouvoir de	7.2.19
Solutions provisoires (suspension du statut de Membre)	5.13
Sports, Assemblée	14.2, 14.3
Sports, Comité	7.14, 14.4-14.7
Statuts	
Groupe des statuts	4.1, 6.2.2, 7.11.1, 7.12
Modification	7.11.1, 19.1-19.4
Non-respect des	3.7.3, 5.6
Texte faisant foi	20
Suspension	
A la participation à des activités et réunions déterminées (y compris Euroradio and Eurovision)	5.13, 6.2.13

T

Technique, Assemblée	3.14.2, 14.2, 14.3
Technique, Comité	14.4-14.7
Télévision, Assemblée	3.14.2, 14.2, 14.3
Télévision, Comité	14.4-14.7

U

UER, engagements vis-à-vis de tiers	17.11
UER, forme juridique	1.1, 1.3, 1.4, 1.5, 1.6
UER, moyens et champ d'action	1.4, 2.1, 2.2, 2.3, 7.7
UER, objet	1.2, 16.1
UER, statut des représentants	17.8
Urgence	7.2.20, 7.5.2, 7.7, 14.6

R

Radio Assembly	3.14.2, 14.2, 14.3
Radio Committee	14.4-14.7
Representation	
EBU vis-à-vis third parties	13.1
Legal proceedings	13.2
Regulation(s)	3.6, 3.10, 6.2.11, 7.2.6, 7.9.1, 7.11.1
Regulation on Detailed Membership Criteria	3.6, 3.10, 7.2.6
Resignation	5.1, 5.11

S

Sanctions	5.6-5.8, 7.2.18, 17.10
Seat of the EBU	1.6
Signatures, power of	7.2.19
Sources of income	18.5
Sports Assembly	14.2, 14.3
Sports Committee	7.14, 14.4-14.7
Sports rights (acquisition)	3.8-3.11, 3.23
Sports rights agencies (links to)	3.5.4, 3.11
Statutes	
Amendment	7.11.1, 19.1-19.4
Authentic text	20
Duty to conform	3.7.3, 5.6
Statutes Group	4.1, 6.2.2, 7.11.1, 7.12
Study Groups	7.2.7, 7.2.12, 14.1
Subscriptions	<i>See Membership fees and subscriptions</i>
Subsidiaries	2.3, 6.2.15, 7.2.2, 18.5
Suspension	
Membership	5.13, 6.2.13
Participation in specified activities and meetings (including Euroradio and Eurovision)	7.2.18

T

Technical Assembly	3.14.2, 14.2, 14.3
Technical Committee	14.4-14.7
Television Assembly	3.14.2, 14.2, 14.3
Television Committee	14.4-14.7

U

Urgency	7.2.20, 7.5.2, 7.7, 14.6
User Groups	14.1

V

Vice-président de l'UER	6.2.10, 8.2 , 8.3 , 10.3, 21.2
Vice-Président(s)	14.3, 14.7
Votes	15.1-15.4
Admission de nouveaux Membres	3.21, 3.22
Adoption des Règles internes, du Code des finances, de réglementations	6.2.11
Décision en l'absence de quorum ou en cas d'urgence (Conseil exécutif)	7.5.2
Dissolution de l'UER	19.4
Exclusion d'un Membre	5.9
Filiales/cession de parts de capital	6.2.15
Majorité absolue (règle générale)	15.3
Majorité des deux tiers	6.2.11, 6.2.15, 10.3
Majorité des trois quarts	3.22, 5.9, 19.4
Modification des statuts/dissolution	19.4
Récusation (Conseil exécutif)	5.4, 5.8
Retrait d'affiliation	5.9
Sujets non portés à l'ordre du jour	10.3
Suspension du statut de Membre	5.13

Z

Zone européenne de radiodiffusion	3.3, 3.14
--	-----------

V

Vice-Chairman	14.3, 14.7
Vice-President	<i>See EBU Vice-President</i>
Vote sharing	15.2
Voting	15.1-15.4
Absolute majority (standard requirement)	15.3
Admission of new Members	3.21, 3.22
Adoption of Bye-Laws, Code of Finance, Regulations	6.2.11
Amendment of Statutes/dissolution	19.4
Cessation of membership	5.9
Decision in absence of quorum or cases of urgency (Executive Board)	7.5.2
Dissolution of the EBU	19.4
Expulsion of Member	5.9
Matters not on agenda	10.3
Recusal (Executive Board)	5.4, 5.8
Subsidiaries/ transfer of share capital	6.2.15
Suspended Member	5.13
Three-quarters majority	3.22, 5.9, 19.4
Two-thirds majority	6.2.11, 6.2.15, 10.3

UNION EUROPÉENNE DE RADIO-TÉLÉVISION

Case postale 45
L'Ancienne-Route 17A
CH-1218 Le Grand-Saconnex
Suisse

T +41 (0)22 717 21 11
F +41 (0)22 747 40 00
ebu@ebu.ch
www.ebu.ch

EUROPEAN BROADCASTING UNION

PO Box 45
L'Ancienne-Route 17A
CH-1218 Le Grand-Saconnex
Switzerland

T +41 (0)22 717 21 11
F +41 (0)22 747 40 00
ebu@ebu.ch
www.ebu.ch

